

DOC
CA1
EA
2002R21
EXF



**RÉPONSE DU CANADA À LA
CONSULTATION DES ÉTATS MEMBRES SUR LE
PROJET DE PROGRAMME ET BUDGET
POUR 2004-2005 (32 C/5)**

Juillet 2002

**Commission canadienne pour l'UNESCO
et
Direction des affaires du Commonwealth et des Nations Unies
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Gouvernement du Canada**

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



2 57981010 9305 3

L'UNESCO est l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
© 2002 Commission canadienne pour l'UNESCO

Internet www.unesco.ca
Courriel info@unesco.ca
Télécopieur (613) 566-4405
Téléphone (613) 566-4414 / 1-800-263-5588
350, rue Albert, C.P. 1047
Ottawa, Ontario CANADA K1P 5V8
La poste COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO

POUR NOUS JOINDRE

DOCS
CA1 EA 2002R21 EXF
Response of Canada to the UNESCO
Consultation of Member States on
the Draft programme and budget
2004-2005 (32 C/5). --
18473195 (E) 18473196 (F)

AML
DOC

b4181104
b4181086(E)

18-473-195(E)

18-473-196(F)

RÉPONSE DU CANADA
à la
CONSULTATION DES ÉTATS MEMBRES
sur le
PROJET DE PROGRAMME ET BUDGET
POUR 2004-2005 (32 C/5)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JUN 20 2008

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Juillet 2002

Commission canadienne pour l'UNESCO
et
Direction des affaires du Commonwealth et des Nations Unies
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Gouvernement du Canada

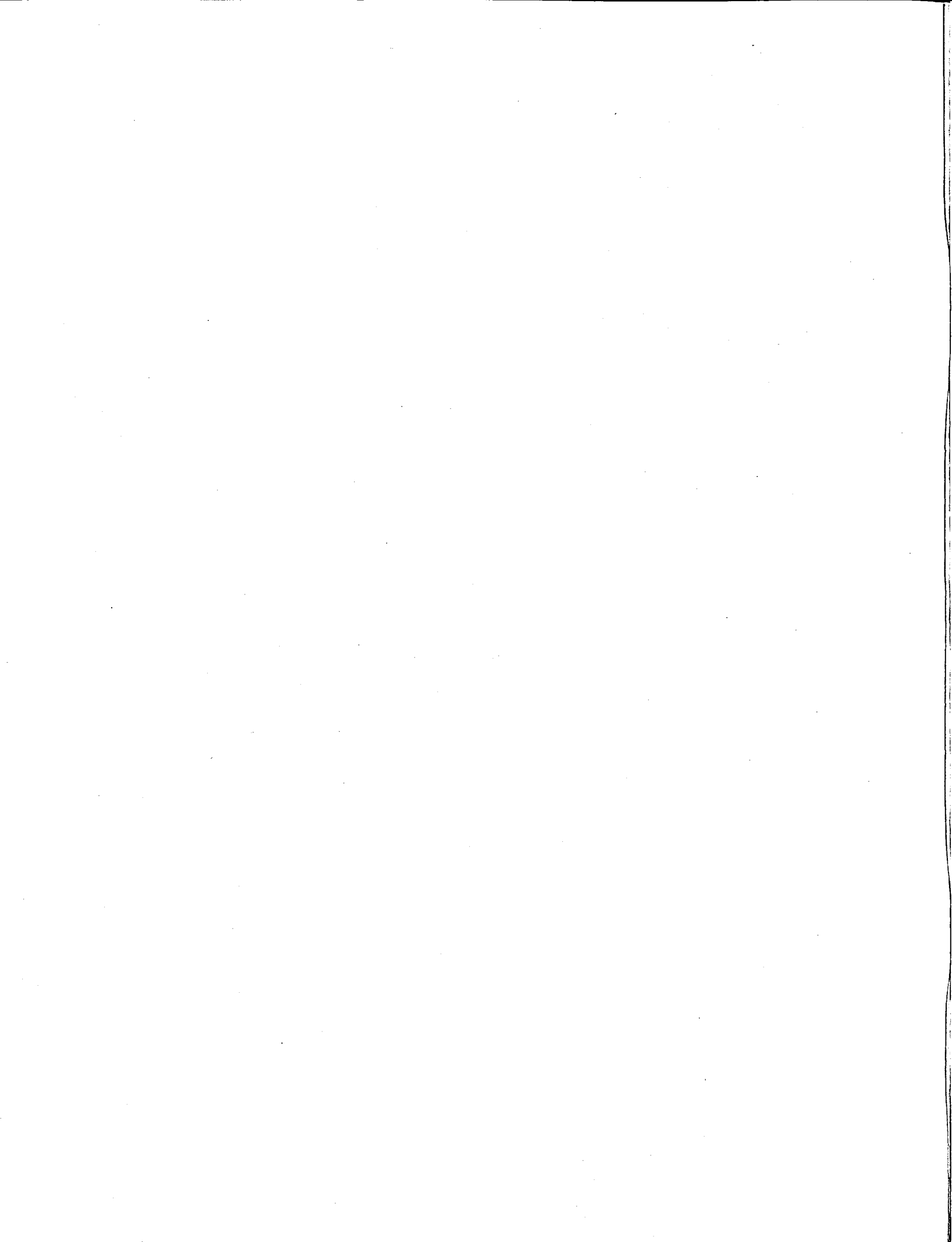


TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| Introduction | 4 |
| Observations générales | 5 |
| I - Questions générales | 6 |
| II - Définir les principes de programmation et fixer les priorités de programme | 8 |
| III - Structure et présentation du 32 C/5 | 19 |
| IV - Ajustements à la programmation à moyen terme | 22 |
| Conclusion | 23 |
| ANNEXE : | |
| I - Questionnaire de l'UNESCO relatif au Projet de programme et de budget pour 2004-2005 (Projet de 32 C/5), mars 2002 | 25 |

Note : Les titres de section, les numéros des paragraphes et les questions apparaissant dans le texte sont puisés directement dans le *Questionnaire relatif au Projet de programme et de budget pour 2004-2005 (Projet de 32 C/5)*.

INTRODUCTION

À sa 31^e session, la Conférence générale de l'UNESCO a approuvé la Stratégie à moyen terme pour la période 2002-2007 (31 C/4), dans laquelle sont définis les grands axes stratégiques de l'action de l'UNESCO pour les six années à venir, ainsi que le Programme et Budget pour 2002-2003 (31 C/5) qui correspond à la première phase de sa mise en œuvre.

Articulée autour d'un seul thème unificateur, *La contribution à la paix et au développement humain à l'ère de la mondialisation par l'éducation, les sciences, la culture et la communication*, la Stratégie à moyen terme définit un nombre restreint d'objectifs stratégiques – soit douze au total pour toute l'Organisation et trois pour chacun de ses grands domaines d'activité. Ces objectifs stratégiques sont complétés par deux thèmes transversaux : *L'élimination de la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté* et *La contribution des technologies de l'information et de la communication au développement de l'éducation, de la science et de la culture et à la construction d'une société du savoir*. Ces thèmes transversaux se retrouvent dans tous les programmes et ils visent à créer un environnement propice à une approche intersectorielle au sein de l'UNESCO, tant au Siège que sur le terrain.

En mai 2002, l'UNESCO a envoyé un questionnaire (voir l'Annexe I) pour recueillir les observations et les propositions des États membres, Membres associés, organisations intergouvernementales (OIG) et organisations internationales non gouvernementales (ONG) sur les priorités et les questions à prendre en compte dans l'élaboration du Projet de programme et de budget pour 2004-2005 (32 C/5) durant la deuxième phase de mise en œuvre de la Stratégie à moyen terme.

Le présent document constitue la réponse du Canada au questionnaire. Il expose le point de vue des gouvernements fédéral et provinciaux, des membres non gouvernementaux de la Commission canadienne pour l'UNESCO, ainsi que celui d'autres spécialistes de l'éducation, des sciences naturelles, sociales et humaines, de la culture, de la communication et de l'information. La Commission canadienne pour l'UNESCO a assuré la coordination de la consultation et rédigé le présent document, lequel a été soumis par la suite à l'examen du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international qui le présentera à l'UNESCO.

La Commission canadienne pour l'UNESCO souhaite adresser ses sincères remerciements à ses membres, aux représentants des ministères, associations professionnelles et organisations non gouvernementales ainsi qu'aux personnes qui ont contribué à la consultation visant l'élaboration du présent document. Sans leurs connaissances, leurs compétences et leur discernement, nous n'aurions pas été en mesure de proposer la perspective canadienne sur le rôle et les futures activités de l'UNESCO.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Le Canada souhaite féliciter l'UNESCO pour les résultats significatifs obtenus dans la réforme de la gestion et des programmes durant le dernier exercice biennal. Ces réformes sont manifestes dans la *Stratégie à moyen terme pour la période 2002-2007* (31 C/4) et dans le *Programme et budget pour 2002-2003* (31 C/5), et nous croyons qu'elles se reflèteront dans le *Programme et budget pour 2004-2005* (32 C/5).

Nous sommes, par conséquent, heureux d'avoir la possibilité de soumettre nos observations et recommandations en vue de l'élaboration du 32 C/5. D'une manière générale, nous voudrions faire remarquer que le *Questionnaire relatif au Projet de programme et de budget pour 2004-2005* (Projet 32 C/5) nous a paru plus axé sur le 31 C/5 que sur le 32 C/5. Nous pensons qu'il privilégie davantage la forme que le contenu et que cela avait présenté des difficultés aux répondants lors de la consultation sur le Programme et budget.

Nous souhaitons fortement recommander que le **développement humain durable** soit ajouté au 32 C/5 en tant que troisième thème transversal. L'UNESCO aura un grand rôle à jouer dans le suivi du Sommet mondial sur le développement durable et l'Organisation n'y parviendra que si tous les secteurs travaillent ensemble de manière à rendre sa contribution substantielle, pertinente et permanente. Pour ce qui est des deux thèmes transversaux existants, nous sommes en faveur de leur maintien, mais nous préférierions les voir intégrés de façon plus holistique aux activités du Programme.

Le Canada constate également que le *Questionnaire* ne traite pas des suivis aux conférences mondiales. Comme nous l'avons fait observer dans les réponses antérieures, il faudrait faire une moins grande place aux grandes conférences aboutissant à des déclarations solennelles et privilégier plutôt le suivi national/international des conférences qui ont déjà eu lieu. De tels suivis permettront d'échanger des impressions sur les processus en cours et sur les difficultés, les succès et les enjeux rencontrés. Il aura aussi pour résultat de faire passer les déclarations faites aux conférences de la théorie à la pratique.

Le 32 C/5 devrait également exploiter les recherches entreprises et les connaissances accumulées par l'Institut de statistique de l'UNESCO, surtout pour le suivi du processus de contrôle de Dakar. Ces recherches et connaissances constitueront un outil extrêmement précieux pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, de même, elles permettront de s'assurer que les activités de l'UNESCO sont à la fois appropriées et orientées sur l'avenir.

Dans le même ordre d'idées, l'UNESCO doit centrer ses activités sur le leadership et l'orientation plutôt que sur la mise en œuvre d'une série de petits projets de développement et, ce faisant, conclure des partenariats actifs et coopérer avec d'autres organisations possédant l'expérience requise pour l'exécution de projets au niveau des régions, des sous-régions et du pays.

En tant qu'organisation qui mène des activités en amont et qui est doté d'un mandat éthique, l'UNESCO a remanié, dès sa création, les paramètres du débat international et du dialogue interculturel sur une foule de questions touchant à l'éducation, aux sciences, à la culture et aux communications. Nous espérons sincèrement qu'elle poursuive cette tradition dans le 32 C/5.

I - QUESTIONS GÉNÉRALES

Paragraphe 4 et 5 – Budget pour 2004-2005

Question 1

Que recommanderiez-vous comme croissance totale du budget pour 2004-2005 :

- a) croissance nominale zéro (soit 544 millions de dollars, comme pour les trois exercices précédents – baisse du pouvoir d'achat) ;
- b) croissance réelle zéro (soit 544 millions de dollars + réévaluation + augmentation prévisible des coûts – ni hausse ni baisse du pouvoir d'achat) ;
- c) croissance réelle positive ? De combien de points de pourcentage ? (soit 544 millions de dollars + croissance + réévaluation + augmentation prévisible des coûts – hausse du pouvoir d'achat).

Question 2

Considérez-vous qu'il est nécessaire d'améliorer la structure et la présentation du budget ? Dans l'affirmative, comment procéder pour y parvenir.

Réponse du Canada

En accord avec ses positions antérieures en la matière, le Canada continue de penser que le budget pour 2004-2005 devrait viser la croissance nominale zéro comme dans le précédent exercice biennal.

Il convient, toutefois, de faire observer que l'on ne peut répondre isolément aux questions concernant le budget, mais qu'il faut le faire par rapport au processus de réforme en cours à l'UNESCO et à la façon dont les fonds supplémentaires reçus par l'Organisation seront dépensés, le cas échéant. En d'autres termes, se servirait-on de ces fonds pour des activités de programme existantes, les étendrait-on à d'autres secteurs, pour combler des besoins d'ordre administratif ou des améliorations de l'infrastructure?

En ce qui concerne la question 2, nous recommandons que des liens clairs soient établis entre la présentation du budget et celle des objectifs et résultats du programme. Le budget et le programme devraient être traités comme faisant partie intégrante du travail de l'Organisation, et non comme des activités séparées.

Paragraphe 6 – Liens entre le C/4 et le C/5

Question 4

Le thème général du 31 C/4 approuvé se retrouve-t-il suffisamment dans le 31 C/5 approuvé ? Dans la négative, que faire pour mieux faire apparaître leurs rapports à l'avenir ?

Question 3

Le 31 C/5 approuvé est-il suffisamment relié aux objectifs et sous-objectifs stratégiques du 31 C/4 approuvé ? Dans la négative, comment améliorer le lien en question dans le 32 C/5 ?

Réponse du Canada

La Question 3 est un peu déroutante, étant donné que le 31 C/5 approuvé doit obligatoirement reprendre les priorités du 31 C/4 approuvé. La formulation suivante aurait peut-être été préférable : « Le thème général du 31 C/4 approuvé se retrouve-t-il suffisamment dans le 31 C/5 approuvé en conformité avec les décisions prises à la Conférence générale ? ». La façon dont la question est posée ici ne nous permet pas de savoir exactement si le directeur général craint que ce ne soit pas le cas ou s'il pense que la Stratégie à moyen terme aurait pu être mieux intégrée dans le Programme et budget (31 C/5).

Nous constatons que le deuxième paragraphe de la description de chaque grand programme (paragraphe 01004, 02004, 03004, 04004 et 05004) du 31 C/5 approuvé se réfère expressément aux objectifs stratégiques correspondants du 31 C/4 approuvé et aux deux thèmes transversaux – *L'élimination de la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté* et *La contribution des technologies de l'information et de la communication au développement de l'éducation, de la science et de la culture et à la construction d'une société du savoir*. Les rapports entre les objectifs stratégiques et les objectifs du programme ressortent donc clairement.

Ce qui n'est pas clair, en revanche, c'est la manière dont les priorités de chaque grand programme contribuent au thème unificateur du 31 C/4 approuvé, c'est-à-dire *La contribution de l'UNESCO à la paix et au développement humain à l'ère de la mondialisation par l'éducation, les sciences, la culture et la communication*. Nous suggérons, par conséquent, de faire également une référence au thème unificateur dans le 32 C/5.

En réponse à la Question 4, nous pensons que l'on aurait pu insister davantage sur les résultats et les mesures du rendement dans le 31 C/5 approuvé et nous encourageons vivement l'UNESCO à ajouter ces éléments au 32 C/5.

II - DÉFINIR LES PRINCIPES DE PROGRAMMATION ET FIXER LES PRIORITÉS DE PROGRAMME

Paragraphe 7 – Priorités principales

Question 5

Êtes-vous d'avis qu'il convient pour le 32 C/5 de choisir à nouveau une priorité principale et un nombre restreint d'autres priorités par grand programme ?

Question 6

Comment, dans le 32 C/5, renforcer les priorités principales sous l'angle de l'augmentation des ressources ?

Question 7

Au sujet du choix des priorités principales à retenir pour chaque grand programme, êtes-vous :

- a) pour le maintien des mêmes priorités principales que dans le 31 C/5 approuvé ?
- b) plutôt pour la désignation de priorités principales nouvelles? En ce cas, lesquelles ?

Question 8

Quelles autres observations ou suggestions souhaiteriez-vous faire au sujet du contenu, des grandes orientations ou du mode de sélection, d'articulation et de traitement de ces priorités pour l'avenir ?

Réponse du Canada

Nous sommes d'avis qu'il convient d'identifier une priorité principale dans le 32 C/5, avec des priorités limitées clairement définies dans chaque grand programme. Nous encourageons également l'UNESCO à identifier des thèmes transversaux, à continuer d'évoluer vers la transdisciplinarité et à allouer des ressources afin de permettre la mise en œuvre des activités du programme liées au thème transversal.

Nous ne pensons pas qu'il soit possible de répondre à la Question 6 jusqu'à ce que les priorités principales aient été identifiées dans le projet de 32 C/5.

En réponse à la Question 7, nous recommandons d'évaluer d'abord les priorités principales de chaque grand programme du 31 C/5 pour en connaître l'état d'avancement ou d'achèvement et savoir si elles sont toujours utiles avant d'envisager sérieusement de les remplacer. Il est reconnu qu'il existe un équilibre fragile entre la capacité d'atteindre les objectifs du programme au cours d'un exercice et leur renouvellement, et celle d'évoluer avec la situation. Se fixer de nouvelles priorités par simple désir de changement ne constitue pas un progrès.

Pour ce qui est des orientations et priorités principales de chaque programme, nous conseillons d'encourager une meilleure coordination entre les secteurs, les comités d'experts et les organisations externes travaillant dans un même domaine. Par exemple, la COMEST se concentre actuellement sur les questions d'éthique, de l'espace extra-atmosphérique, de l'énergie, de l'eau et de la société de l'information. Il semble, cependant, y avoir peu de coordination, s'il y en a, entre la COMEST et les travaux préparatoires effectués dans le cadre du Sommet mondial sur le développement durable où les questions touchant à l'énergie et à l'eau seront primordiales. De même, nous ne sommes pas sûrs des relations existant entre les dilemmes éthiques soulevés par la société de l'information, les travaux de la COMEST et les préparatifs du Sommet mondial sur la société de l'information. Nous sommes fortement en faveur d'une intégration accrue, car nous avons la conviction que de nombreuses priorités découleront de ces deux Sommets mondiaux.

Paragraphe 8 – Autres priorités par grand programme

Question 9

Convient-il de conserver ces priorités dans le 32 C/5? Dans la négative, quelles autres priorités faudrait-il, selon vous, envisager? Seriez-vous favorable à une concentration et une désignation différentes des autres priorités? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse du Canada

De manière générale, nous voudrions rappeler que la Résolution 40 adoptée à la 31^e session de la Conférence générale invitait le directeur général à examiner si l'on devait faire du développement durable le troisième thème transversal de la Stratégie à moyen terme pour 2002-2007 (avec les ajustements convenant à la période couverte par le présent document). Rappelons aussi que dans leur Déclaration commune, formulée à la 31^e Conférence générale, les présidents des cinq Programmes scientifiques de l'UNESCO avaient également recommandé d'ajouter un nouveau thème transversal portant sur les questions entourant le développement durable. Selon la définition qui en a été donnée dans le Rapport Brundtland, le développement durable n'est pas seulement synonyme de saines politiques environnementales, mais aussi de développement socioculturel, de sécurité humaine et de justice sociale. Si elle se concrétise, l'adjonction de ce thème transversal aura de grandes répercussions sur les activités de programme de tous les secteurs. Le développement durable ainsi que ces recommandations gagneront également en importance à la lumière des résultats du Sommet mondial sur le développement durable.

Parmi les « autres priorités » énumérées dans le questionnaire, certains des grands axes d'action figurent dans le 31 C/5. Nous sommes en faveur du maintien des priorités actuelles moyennant les observations suivantes :

Grand programme I : l'éducation pour un avenir viable (grand axe d'action 2) doit rester une priorité et être placée dans le contexte des résultats du Sommet mondial sur le développement durable. De même, comme il a été dit dans le *Rapport des Nations Unies sur l'épidémie mondiale de VIH/sida 2002*, plus de 40 millions de personnes dans le monde souffrent du sida ou sont séropositives et l'UNESCO doit, par conséquent, conserver le grand axe d'action 4, « Éducation préventive face à la pandémie de VIH/sida ». Il convient aussi de se rappeler qu'une session spéciale s'est tenue à la 31^e Conférence générale en vue de parler expressément de la stratégie de l'UNESCO pour la prévention du VIH/sida, stratégie qui comprend cinq tâches fondamentales pour lutter contre cette pandémie.

Nous prions instamment l'UNESCO de continuer d'assurer activement le suivi du Cadre d'action de Dakar par l'Éducation pour tous, étant entendu que ce suivi revêtira différentes formes en fonction des régions afin de bien faire comprendre les complexités et l'ampleur de l'« éducation pour tous ». De même, l'UNESCO doit porter toute son attention sur les travaux du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous et sur le rapport du Groupe de travail sur l'Éducation du G8 (Kananaskis, Alberta, Canada, juin 2002).

Les autorités scolaires canadiennes appuient fortement l'approche globale de l'éducation et la reconnaissance du droit à l'éducation en tant que droit fondamental de la personne. Elles ont, toutefois, exprimé des réserves quant à l'interprétation que l'on pourrait donner au 31 C/5 approuvé (page 24, section I.1.2), à savoir que certains droits de la personne dépendent de facteurs externes. Tel qu'il est rédigé, le texte laisse supposer un ordre hiérarchique des droits de la personne, ce qui est à la fois dangereux et incompatible avec l'approche convenue sur les questions relatives aux droits de la personne.

Le Canada a souvent parlé du rôle des instituts de l'UNESCO et de la nécessité d'une stratégie de mise au point et de renforcement des instituts existants. Il a aussi régulièrement souligné combien leurs travaux, et leur contribution à l'ensemble des réalisations de l'Organisation étaient excellents, et il espère que l'UNESCO leur fournira les ressources nécessaires afin qu'ils continuent de lui faire profiter de leur extraordinaire savoir-faire.

Les autorités scolaires canadiennes se sont également dites inquiètes de la baisse relative des dépenses engagées par l'UNESCO dans l'éducation ainsi que du recours croissant à des fonds extérieurs pour un certain nombre de projets. Elles sont inquiètes parce qu'elles appuient les travaux effectués par l'UNESCO dans le domaine de l'éducation et qu'elles lui font confiance, étant donné le grand rôle joué par l'éducation dans l'élimination de la pauvreté, l'enseignement de la valeur de la diversité culturelle et la défense de la paix.

À titre d'observation générale concernant le **Grand programme II** et le **Grand programme III**, nous recommandons à l'UNESCO de traiter la science de façon holistique, pour que l'on voie l'éthique des sciences et l'éthique sociale comme une seule et même chose. On trouvera ci-après des observations particulières concernant chacun de ces grands programmes vus dans cette perspective.

Grand programme II : le Canada souhaiterait que le 32 C/5 soit consacré à l'un des grands sujets interconnectés – tel que l'eau dans le présent biennium - et recommanderait que l'emphase soit mis sur le développement humain durable, conformément à la Résolution 40 de la 31^e Conférence générale (voir les observations ci-dessus). Aux priorités en sciences naturelles, on devrait accroître la collaboration entre les sciences sociales et naturelles, et créer davantage de liens entre le savoir traditionnel, la recherche scientifique et les politiques socioéconomiques lorsque l'on aborde des questions importantes. Il faudrait faire participer davantage les groupes vulnérables aux sciences et à la technologie et insister également plus sur l'importance d'une approche et d'une formation transdisciplinaires pour acquérir les techniques propres à promouvoir le développement durable dans les collectivités locales. Enfin, l'UNESCO doit absolument veiller à ce que la Commission océanographique intergouvernementale (COI) ait, dans les années à venir, les ressources nécessaires pour s'acquitter de son rôle de coordonnateur spécialisé dans les questions océanographiques relevant de l'Organisation.

Nous sommes aussi fortement en faveur du suivi de la Conférence mondiale sur la science proposé au paragraphe 02110 du 31 C/5 approuvé, y compris des modifications du conseil exécutif dont il est question dans le document 31 C/6 en ce qui concerne la contribution du savoir local et traditionnel à la science.

Grand programme III : le questionnaire n'évoque pas l'actuel grand axe d'action 1 du programme III.1, « L'éthique des sciences et des technologies », dans la liste des priorités, et nous recommandons vivement de conserver cette priorité. Nous recommandons également que soient établis des liens clairs entre l'éthique des sciences et de la technologie et les droits de la personne et la paix, car il est indispensable que les scientifiques et les personnes qui « utilisent » la science comprennent quelles sont les conséquences sociétales de leurs actes. Dans ce contexte, l'UNESCO doit continuer de s'acquitter de l'engagement qu'elle a pris, à la suite de l'Assemblée du millénaire, de travailler en étroite collaboration avec les organisations internationales sur ces questions. Enfin, nous l'encourageons à donner un sens large au terme de « renforcement des capacités » afin d'y englober la pensée critique en science ainsi que le perfectionnement des infrastructures.

Grand programme IV : Le questionnaire ne mentionne pas la diversité culturelle comme étant une priorité et nous recommandons vivement de conserver celle-ci, tout comme le dialogue interculturel, parmi les priorités clés. Nous voudrions également insister sur la nécessité de mettre en œuvre le plan d'action figurant dans la *Déclaration universelle sur la diversité culturelle* et de s'assurer qu'il soit appliqué à tous les domaines d'activité de l'UNESCO.

Nous sommes en faveur du renforcement de l'action normative dans le domaine de la culture, mais proposons de souligner dans le 32 C/5 que l'on doit trouver les moyens d'accroître le nombre de signataires des instruments normatifs.

Enfin, nous ne pensons pas que les thèmes transversaux du 31 C/4 approuvé aient été suffisamment pris en compte dans le 31 C/5 approuvé pour le Grand programme IV. Nous encourageons l'UNESCO à le faire dans le 32 C/5, en particulier pour ce qui est du thème transversal intitulé *La contribution des technologies de l'information et de la communication au développement de l'éducation, de la science et de la culture* et à la construction d'une société du savoir.

Grand programme V : le principe directeur du programme V.1, à savoir la promotion de l'accès équitable à l'information et au savoir, ne figure pas dans la liste des priorités du programme contenues dans le questionnaire. Nous estimons que l'on devrait la traiter expressément et la garder comme priorité pour le 32 C/5.

Il faut également structurer le 32 C/5 de façon à pouvoir prendre en compte les décisions du Sommet mondial sur la société de l'information et lui donner la flexibilité nécessaire pour commencer à les mettre en œuvre, bien que ce Sommet ait lieu après la 32^e Conférence générale. Faute de quoi, l'UNESCO ne sera pas en mesure de participer aux suivis deux ans, il sera alors trop tard pour exercer une réelle influence.

Enfin, sur le plan du renforcement des capacités pour le développement durable, le Canada encourage les projets de coopération internationale destinés à donner accès aux sources d'information traditionnelles, dont les bibliothèques, les archives et les centres multimédia communautaires, par l'entremise de nouvelles technologies de l'information. Le 32 C/5 devrait, par conséquent, faire une grande place aux moyens permettant d'aider les pays à renforcer leurs capacités, et élaborer des politiques d'accès dans les domaines des technologies de l'information et des communications pour réaliser une société du savoir.

Autres priorités : Pour répondre à la question concernant les autres priorités, nous dirons que l'éthique est un élément tellement présent et essentiel dans le mandat de l'UNESCO que nous devrions nous concerter pour intégrer un « volet Éthique » dans toutes les activités et priorités de programme actuelles et futures.

Paragraphe 9 : Action interdisciplinaire et multidisciplinaire

Question 10

Les stratégies relatives aux deux thèmes transversaux sont-elles suffisamment prises en compte dans l'action prévue par le 31 C/5 approuvé ? Quelles autres mesures devraient être adoptées, selon vous, pour assurer l'intégration effective de ces thèmes/stratégies dans les programmes de l'Organisation ?

Question 11

Le 31 C/5 approuvé reflète-t-il suffisamment les autres activités et initiatives intersectorielles ?

Question 12

Pensez-vous qu'il faille encore inclure dans le 32 C/5 des projets relatifs aux deux thèmes transversaux ? Souhaitez-vous allouer de nouveau un certain montant aux projets se rapportant aux deux thèmes transversaux du 31 C/4 ?

Réponse du Canada

Bien que la contribution de chaque grand programme à la réalisation des deux thèmes transversaux ait été clairement indiquée à la fin de chaque section du 31 C/5 approuvé, nous estimons que le document présente une lacune : il n'expose par de façon générale et cohérente les travaux effectués par l'Organisation en vue de la réalisation des thèmes. On pourrait le faire dans le 32 C/5 en prévoyant une section spéciale sur les thèmes transversaux et en abordant ceux-ci d'une manière « transversale » au lieu de privilégier une approche sectorielle de ces questions. On adopterait alors une approche transversale des programmes et non pas structurelle dans le 32 C/5.

Nous pensons qu'il faut continuer de financer expressément les projets liés aux thèmes transversaux, mais nous sommes également en faveur d'une plus grande transparence dans le processus de sélection des projets en question. On y parviendrait en fournissant des renseignements sur le nombre et le type de projets – pas seulement de ceux qui ont été approuvés – et en indiquant les critères de sélection.

Comme nous l'avons montré dans plusieurs de nos précédentes observations, nous sommes fortement en faveur de la transdisciplinarité pour les programmes de l'UNESCO. Dans le 31 C/5, et dans les questions posées ici, on met l'accent sur les projets et non sur les activités de programme relatives aux thèmes transversaux, ce qui laisse supposer que la transdisciplinarité a été imposée ou appliquée à ces projets de l'extérieur au lieu d'y être intégrée. La coopération entre secteurs et au sein des secteurs doit, par conséquent, devenir partie intégrante de la culture de l'UNESCO et non une activité menée dans l'espoir d'obtenir des fonds supplémentaires pour les programmes. Une des façons de procéder consisterait à mettre sur pied des activités comme notamment des ateliers ou des symposiums sur l'un ou l'autre des thèmes transversaux et à faire participer chaque secteur à l'élaboration du contenu.

Enfin, il faudra faire une distinction entre les thèmes transversaux qui sont des outils ou des moyens de parvenir à une fin et ceux qui sont des fins en eux-mêmes. La contribution des technologies de l'information et des communications donne les outils qui permettent d'atteindre la fin – la construction d'une société du savoir. L'élimination de la pauvreté, en revanche, est une fin en elle-même. Il ne faut pas oublier cela en élaborant les thèmes transversaux si l'on veut établir des objectifs stratégiques pour atteindre les résultats désirés.

Paragraphe 10, 11 et 12 : Fonctions principales de l'UNESCO

Question 13

Étant donné la nécessité de rationaliser l'action et l'utilisation des ressources et de les centrer sur un nombre limité d'objectifs, préconiseriez-vous un resserrement des priorités et, si oui, que proposeriez-vous à cette fin ? Y a-t-il d'autres thèmes/sujets ou questions particuliers que, selon vous, l'Organisation devrait privilégier et pour l'étude desquels elle serait la mieux placée ?

Question 14

Quels sont les domaines nouveaux dont l'examen pourrait être envisagé ou renforcé et dans lesquels l'UNESCO a un avantage comparatif au niveau multilatéral et pourrait jouer un rôle utile ?

Question 15

Y a-t-il des activités, questions/thèmes auxquels, selon vous, il conviendrait de renoncer parce que leur impact est faible et qu'ils n'ont qu'un lointain rapport avec le mandat de l'Organisation ?

Réponse du Canada

De toutes les questions, c'est à celles-ci qu'il est peut-être le plus difficile de répondre objectivement. Nous estimons que tous les répondants sont en mesure de trouver des activités et des contributions qu'ils aimeraient voir privilégiées ou abandonnées. Si les décisions concernant les programmes à maintenir en place doivent être fondées sur des réponses subjectives et non sur l'évaluation des programmes, il sera difficile de les prendre. On ne sait pas non plus exactement ce que l'on entend par resserrement des priorités dans ce contexte.

Ces questions portent sur l'établissement des priorités pour se centrer sur un nombre limité d'objectifs, mais elles n'évoquent que partiellement les propositions formulées par le directeur général dans le document 160 EX/5, Partie II, et dans le 31 C/4, aux paragraphes 32-37, à savoir que l'UNESCO doit se laisser guider par les principes de la concentration, de la flexibilité, de la créativité et de l'innovation, de la convergence et de l'approche interdisciplinaire, de la coopération et du partenariat. La notion d'avantage comparatif de l'UNESCO est seulement présente dans le contexte de nouvelles initiatives et nous recommandons que l'Organisation classe ses activités de programme par ordre de priorité en se fondant sur les cinq principes mentionnés ci-dessus, en combinaison avec les activités où elle a

un avantage comparatif net. En outre, nous recommandons à l'UNESCO de ne pas compromettre ses points forts et ses succès actuels, tels que le Programme du patrimoine mondial, les Écoles associées et la Commission océanographique intergouvernementale en croyant qu'il soit essentiel d'identifier de nouvelles questions à traiter en priorité.

Paragraphe 13 - Intégration

Question 16

Estimez-vous que les questions à intégrer (telles qu'elles sont mentionnées dans le 31 C/4, à savoir les questions relatives aux femmes, aux jeunes, aux PMA et à l'Afrique) ainsi que la culture de la paix ont été suffisamment prises en compte dans le 31 C/5 approuvé ? Sinon, que peut-on faire pour en améliorer la situation/la présentation ?

Êtes-vous favorable à la formule de l'intégration en général ? Comment cette formule pourrait-elle être appliquée plus efficacement ?

Êtes-vous partisan d'une réduction du nombre des domaines à intégrer et, si tel est le cas, quelles seraient vos préférences ?

Réponse du Canada

Le Canada est fortement en faveur de l'intégration comme méthode d'approche générale et du maintien des quatre groupes actuels ainsi que de la culture de la paix.

Pour réussir, l'intégration doit cependant être plus qu'un objectif. Elle doit, en effet, être une stratégie systématique où toutes les grandes politiques et activités de programme sont orientées vers cet objectif. Il n'est pas suffisant, par conséquent, d'établir une liste d'activités de programme où les groupes prioritaires ont été intégrés, mais il faut plutôt chercher à éliminer les obstacles pour que l'intégration ait lieu automatiquement.

Paragraphe 14 – Stratégies régionales et sous-régionales

Question 17

Êtes-vous satisfaits de l'enchaînement actuel des étapes du processus de programmation : consultations régionales, puis élaboration et approbation d'un C/5 global, enfin mise au point définitive et établissement des plans de travail pour la mise en œuvre du programme ? Quelles améliorations, le cas échéant, proposeriez-vous d'apporter à ce processus ?

Réponse du Canada

Le paragraphe 14 et les questions qui en découlent portent sur deux sujets différents : la préparation des stratégies régionales et sous-régionales dans le cadre de la Stratégie à moyen terme, et celle du Programme et budget. Comme la Stratégie régionale européenne est encore en cours de révision, nous ne sommes pas en mesure de formuler des observations tant que le document ne sera pas terminé.

De manière générale, le Canada est satisfait de l'actuel processus de programmation pour l'établissement du C/5, aussi longtemps que l'on respecte les dates limites et les délais. Des problèmes se posent manifestement quand on apporte des changements au processus ou au calendrier ou quand on entreprend des consultations sur le projet de C/5 avant que le C/5 approuvé soit disponible. Avec des documents plus courts et mieux centrés, on aurait moins de mal à respecter les dates limites et à comprendre le processus de mise en œuvre des programmes.

On ne saurait trop insister sur l'importance des consultations à la fois avec les États membres et les commissions nationales. Les consultations et réunions virtuelles ont leur place et elles peuvent être utiles dans certaines circonstances, mais les relations face à face et le dialogue qui s'ensuit sur les programmes sont irremplaçables. Il faudrait, toutefois, revoir la périodicité des réunions et combiner éventuellement quelques consultations existantes dans un souci d'efficacité et d'économie.

Paragraphe 15 - Décentralisation des ressources des programmes

Question 18

Estimez-vous que le taux de décentralisation prévu pour les ressources des programmes dans le 31 C/5 approuvé est suffisant ? Un taux minimum de décentralisation devrait-il être fixé pour chaque secteur/grand programme (40 % ? 50 % ? davantage ?) compte tenu des ressources humaines disponibles et de la capacité d'exécution ?

Réponse du Canada

Telle qu'elle est rédigée, cette section du document soulève des questions au sujet du 31 C/5 approuvé à la 31^e Conférence générale et elle ne traite pas de ce qu'il conviendrait de faire pour le projet de 32 C/5. On ne sait pas non plus exactement ce que l'on entend par « ressources des programmes » – s'agit-il de ressources aussi bien humaines que financières?

Nous recommandons, néanmoins, d'aborder la question de la décentralisation en souplesse et non selon une formule rigide. D'un programme à l'autre, les circonstances peuvent être toutes différentes et elles évolueront certainement avec le temps. Le rythme de la décentralisation devrait tenir compte des priorités des activités de programme et de leurs modalités de mise en œuvre dans chaque secteur ou Grand programme.

Paragraphe 16 – Décentralisation et bureaux chargés d'un groupe de pays

Question 19

Avez-vous des observations ou des suggestions à faire sur la dotation en personnel et les crédits prévus au titre des activités du programme pour les bureaux chargés d'un groupe de pays et les bureaux régionaux ?

Réponse du Canada

La dotation en personnel et les crédits prévus au titre des activités de programme pour les bureaux chargés d'un groupe de pays et les bureaux nationaux et régionaux font l'objet de décisions administratives, qui relèvent du directeur général. Nous serions curieux de savoir, toutefois, pourquoi cette question se pose seulement pour les bureaux hors Siège et non pour le Siège lui-même.

Paragraphe 17 – Commissions nationales

Question 20

Quelles mesures ou initiatives nouvelles pourrait-on adopter pour qu'il y ait interaction fructueuse entre commissions nationales et Secrétariat, en particulier avec les bureaux nationaux, bureaux chargés d'un groupe de pays et bureaux régionaux, et pour renforcer l'impact et la visibilité de l'action de l'Organisation aux niveaux régional/national ?

Réponse du Canada

Le rôle des commissions nationales et la coordination de leurs activités avec celles des bureaux locaux a fait l'objet d'un débat, récemment, à la 164^e session du Conseil exécutif (voir EX 164/39 et EX 164/51), et la décision du Conseil figure en 7.2. Le Canada appuie la décision du Conseil exécutif.

Paragraphes 18 et 19 - Partenariats et contributions extrabudgétaires

Question 21

Quelles autres mesures seraient à prendre pour mieux tenir compte, dans la programmation future, du lien et de la complémentarité entre le Programme ordinaire et les activités extrabudgétaires ?

Question 22

Le texte de cadrage proposé doit-il figurer au niveau du grand programme ? Au niveau du programme ou du sous-programme ? Doit-il aussi être indiqué pour les stratégies et programmes régionaux et sous-régionaux et intégré dans ceux-ci ?

Réponse du Canada

Nous notons que ces questions ne concernent que le paragraphe 19 et les contributions extrabudgétaires et qu'aucune réponse directe n'a été demandée au sujet du paragraphe 18. Comme la coordination des partenariats dans les États membres relève de la Commission nationale, nous aimerions aussi faire des observations pour le paragraphe 18.

En ce qui concerne le paragraphe 18, nous sommes d'accord pour dire que « les partenariats, alliances et autres mécanismes de coopération ... constituent de puissants instruments pour apporter une réponse cohérente et coordonnée à ces besoins ». Nous encourageons donc l'UNESCO à envisager sérieusement de conclure plus de partenariats avec les commissions nationales et par leur intermédiaire. Comme on l'a souvent fait observer, les commissions nationales sont l'un des grands avantages comparatifs de l'UNESCO et elles peuvent jouer un rôle actif « en amont » dans la recherche de partenaires.

En réponse à la Question 21, les fonds extrabudgétaires sont, par définition, en dehors du programme et du budget régulier et, dans la plupart des cas, on ne peut compter sur eux de façon permanente. Sous sa forme actuelle, le C/5 fait ressortir clairement l'équilibre entre les fonds du budget normal et les fonds extrabudgétaires prévus/exigés pour chaque grand axe d'action. Nous continuons de privilégier cette approche, mais nous recommanderions également d'ajouter une annexe au 32 C/5 expliquant ce qu'est la stratégie extrabudgétaire pour le biennium, qui sont les donateurs possibles et les projets prévus, et donnant des renseignements sur les revenus anticipés.

III - STRUCTURE ET PRÉSENTATION DU 32 C/5

Paragraphe 20 – Résultats escomptés

Question 23

Êtes-vous satisfait de la présentation et de la formulation des résultats escomptés révisés au niveau des axes d'action tels qu'ils apparaissent dans le Programme et budget approuvés 2002-2003 (31 C/5) ? Y a-t-il des améliorations à apporter ? Où et comment ?

Question 24

Considérez-vous, de manière générale, que la structure du 31 C/5 - c'est-à-dire les cinq grands programmes avec une priorité principale, les autres priorités et les projets transversaux correspondants - est satisfaisante ? Auriez-vous des changements à proposer concernant la structure d'ensemble ou la présentation des grands programmes, et si oui, lesquels ?

Question 25

Souhaiteriez-vous que, dans le 32 C/5, les projets phares soient désignés et présentés de façon plus explicite ?

Réponse du Canada

Le Canada salue les progrès réalisés par l'UNESCO en matière de gestion fondée sur les résultats. Mais il reste énormément à faire, car il existe toujours une tendance à rendre compte de données quantitatives plutôt que de résultats qualitatifs. Parmi les résultats escomptés figurant dans le 31 C/5 approuvé, beaucoup sont vagues et d'ordre général, aussi sera-t-il difficile de mesurer les résultats réels. Nous recommandons d'ajouter au 32 C/5 des indicateurs de rendement, si possible avec un échéancier, ce qui faciliterait la mesure et l'évaluation des résultats escomptés.

Comme c'était le cas pour plusieurs des questions précédentes, la Question 24 se rapporte exclusivement au 31 C/5 déjà approuvé et non sujet à révision. Nous approuvons la présentation et la structure générales du 31 C/5, mais pour le 32 C/5, nous préférierions aborder les thèmes transversaux de façon plus intégrée (voir la réponse du Canada aux Questions 10, 11 et 12 ci-dessus).

Nous notons que la Commission océanographique intergouvernementale et le Programme du patrimoine mondial sont désignés sous le terme de « programmes phares inter-organisations » dans le 31 C/4 approuvé, mais non dans le 31 C/5 approuvé. Il semblerait indiqué de les mentionner également dans le Programme et Budget.

Nous estimons, néanmoins, que l'on abuse un peu du terme de « flagship programme » (traduit en français par « programmes phares) dans les documents de l'UNESCO et nous mettons en garde contre la tendance à les multiplier. Selon la définition nautique de « flagship », dont la traduction française est « vaisseau amiral », il s'agit du navire ayant à son bord un amiral et, de ce fait, il n'y en a donc qu'un seul dans une flotte. On pourrait utiliser une dénomination – ou un critère de dénomination – plus précis dans le 32 C/5, mais nous ne sommes pas en faveur de multiples « flagship » programmes. Nous n'approuvons absolument pas le terme de « projets phares », car il rend cette dénomination encore plus vague.

Paragraphe 21 – Nouveaux outils pour la prise de décisions éclairées

Question 26

Les évaluations mentionnées dans le programme et budget correspondent-elles suffisamment aux résultats obtenus ? Que peut-on améliorer à l'avenir ?

Réponse du Canada

Comme nous l'avons dit dans nos réponses aux Questions 23, 24 et 25, nous trouvons qu'un grand nombre des critères d'évaluation proposés dans le Plan d'évaluation pour 2002-2003 sont trop généraux. D'ailleurs, nous pensons aussi que les évaluations devraient mettre l'accent sur la **qualité** des résultats. Il serait également intéressant d'ajouter au C/3 une section sur les « Résultats imprévus » et les leçons à en tirer dont on pourrait ensuite tenir compte dans l'élaboration des futurs C/5.

À l'avenir, nous aimerions aussi avoir accès facilement aux résultats des évaluations et nous recommanderions de les placer dans SISTER où ils seraient à la disposition de tous ceux pouvant accéder au système. Nous voudrions aussi que l'accès à SISTER et à l'Intranet de l'UNESCO soit étendu aux Commissions nationales, afin d'être sûr qu'elles puissent se procurer toutes les informations disponibles. Ceci faciliterait à son tour les prises de décisions en connaissance de cause et contribuerait à l'efficacité des commissions nationales dans la mise en œuvre des programmes de l'UNESCO.

Paragraphe 22 – Présentation du programme et du budget

Question 27

Avez-vous des propositions à faire sur la présentation du programme et budget ? Avez-vous aussi des suggestions à formuler sur le contenu et la présentation des éléments techniques dans le projet de 31 C/5 et le 31 C/5 approuvé ?

Question 28

De manière générale, le 31 C/5 contient-il trop d'informations ou pas assez ? Juste assez ?
Que convient-il d'ajouter/réduire/abandonner ?

Réponse du Canada

Nous notons que ces questions se limitent à la présentation des informations et qu'il ne s'agit pas de savoir si elles sont de **qualité** ou si elles répondent aux besoins des États membres. Les données de fait contenues dans le 31 C/5 sont « juste assez suffisantes », mais comme nous l'avons fait observer plusieurs fois précédemment, il faudrait mettre davantage l'accent sur l'aspect qualitatif.

Nous pensons que l'actuelle présentation du C/5 témoigne des réformes en cours à l'UNESCO et qu'elle subira donc encore d'autres modifications au fur et à mesure des réformes. Nous sommes, par conséquent, satisfaits de la présentation actuelle à condition que le processus d'amélioration se poursuive toujours.

Nous trouvons, néanmoins, que la présentation des éléments techniques est encore plutôt « lourde » et que l'on pourrait en améliorer la lecture. Nous sommes favorables à ce que l'on continue de présenter les informations dans les sections sur les grands programmes sous « Antécédents », « Stratégies » et « Résultats escomptés ».

IV - AJUSTEMENT À LA PROGRAMMATION À MOYEN TERME

Paragraphe 23 - Ajustements à la stratégie à moyen terme

Question 29

Sur la base des observations que vous avez formulées concernant la section I du présent document, estimez-vous que les propositions qui ont été faites (ou certaines d'entre elles) pourraient ou devraient amener à infléchir un ou plusieurs des objectifs stratégiques ou approches formulés dans le 31 C/4 et, par voie de conséquence, dans le 32 C/5 ? Si oui, quelles devraient être ces modifications ? Et dans quel(s) domaine(s) ?

Réponse du Canada

Le Canada maintient fermement que l'on doit faire preuve de flexibilité dans le C/4 et être en mesure d'apporter des changements aux objectifs stratégiques pour suivre l'évolution de la situation internationale. Aussi perspicace ou visionnaire que soit une organisation, il lui est impossible d'établir – ni même d'envisager d'atteindre avec succès – des objectifs rigides sur une période de planification de six ans.

Nous croyons savoir que l'adoption d'une stratégie perpétuelle (et *non* d'un « plan » perpétuel) entraîne l'adjonction de deux années supplémentaires à la stratégie pour chaque changement, et que c'est nécessaire pour maintenir un délai de six ans pour la réalisation des objectifs généraux. Nous estimons que ce sera bénéfique à la continuité et à l'utilité des travaux de l'UNESCO. N'oublions pas, toutefois, que les ajustements au Programme et Budget effectués par la Conférence générale tous les deux ans constitue déjà en soi une stratégie perpétuelle.

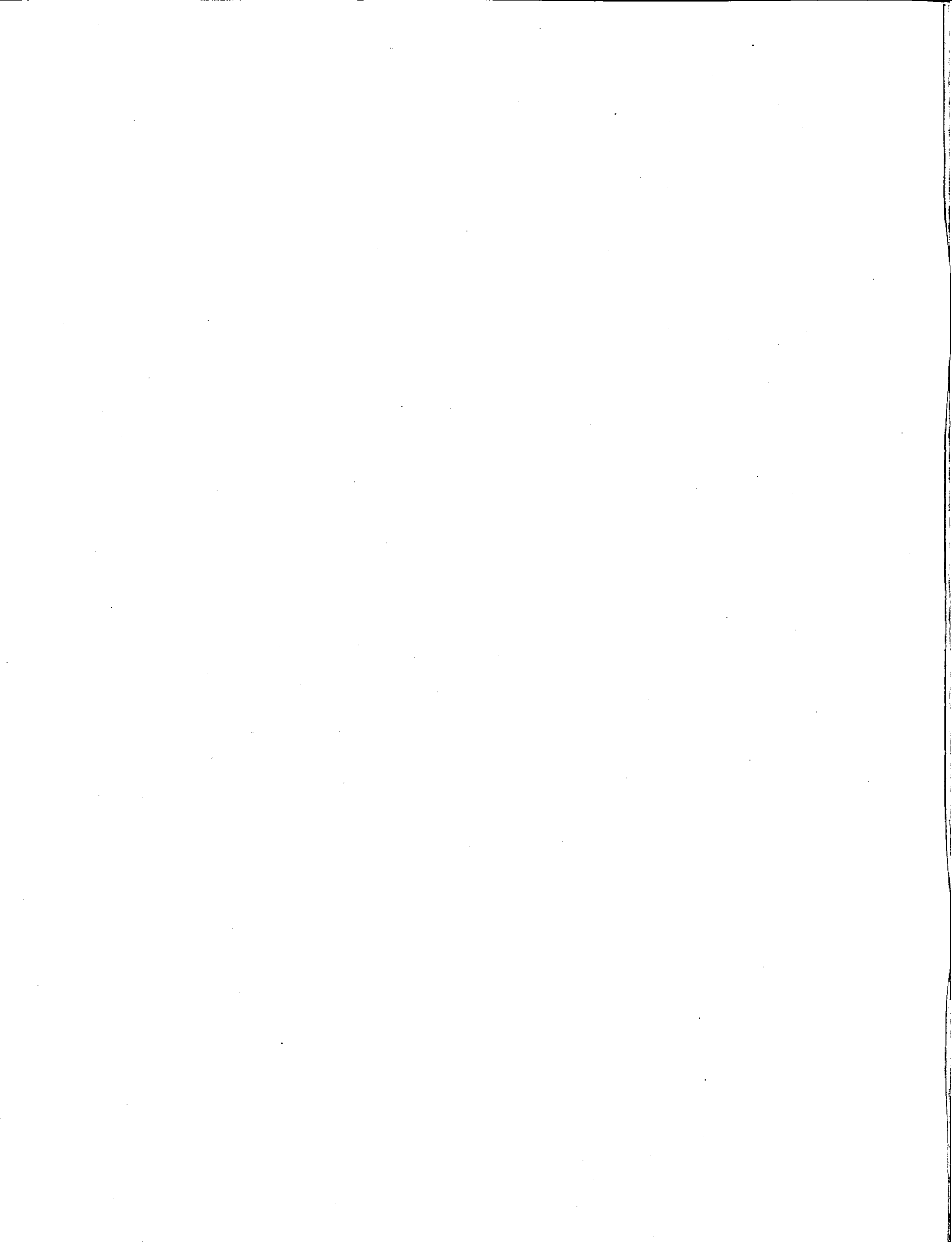
CONCLUSION

Le mandat qui lui est dévolu et l'adoption du thème unificateur *Contribution à la paix et au développement humain à l'ère de la mondialisation par l'éducation, les sciences, la culture et la communication*, place l'UNESCO dans une situation idéale pour relever les défis qui nous guettent dans le monde d'aujourd'hui – et de demain.

Nous allons pouvoir mieux définir ces défis et proposer des solutions au Sommet mondial sur le développement durable de 2002 et à celui sur la société de l'information de 2003 et 2005. Comme nous l'avons déjà vu dans le processus préparatoire, les résultats de ces Sommets seront influencés par des organisations non gouvernementales et par la société civile et, dans certains cas, ils relèveront de leur responsabilité, ce qui permettra d'instaurer de nouvelles méthodes de travail au sein des États membres et sur le plan multilatéral.

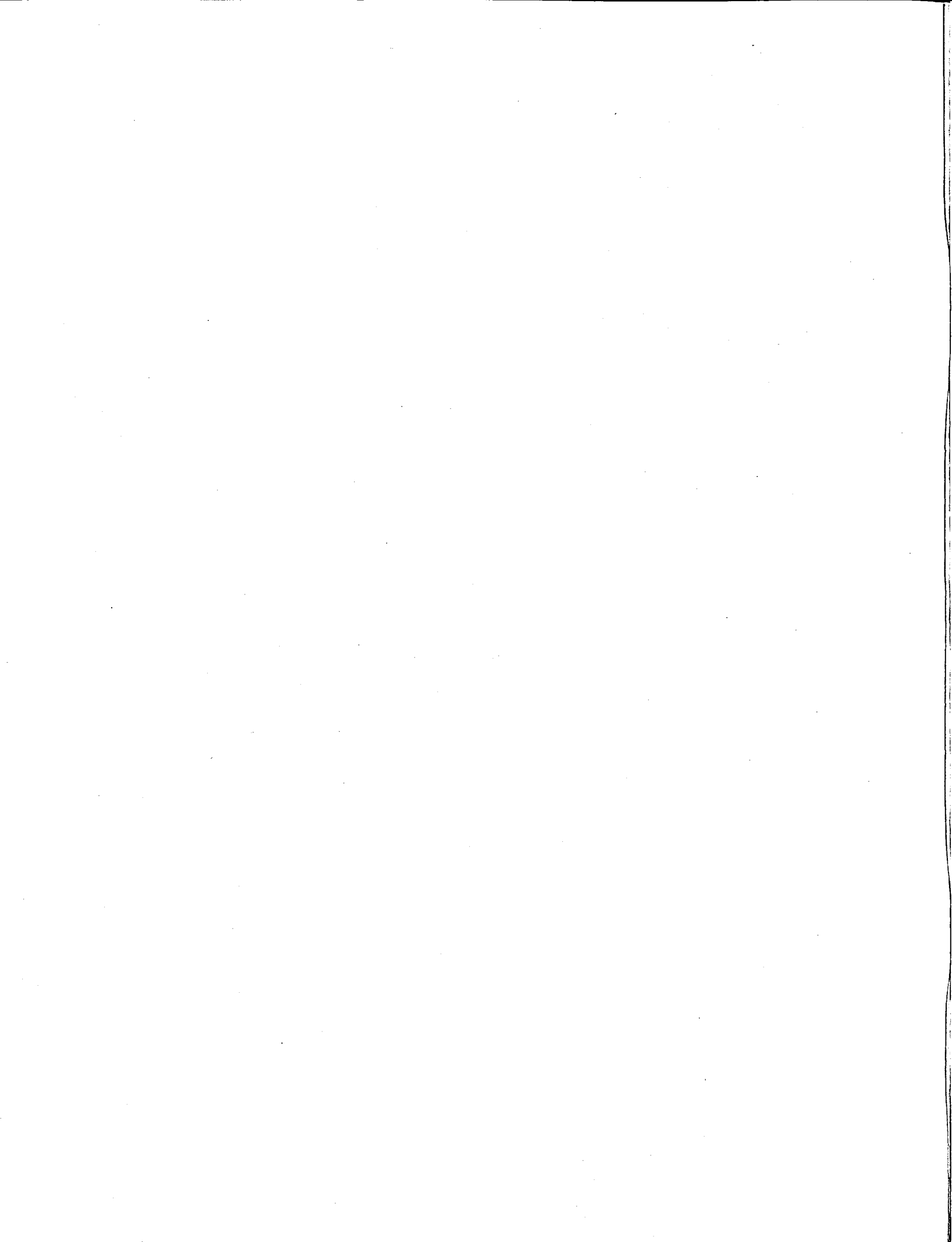
À cette fin, la préparation du *Programme et Budget* biennal est d'autant plus importante, elle doit permettre à l'UNESCO de demeurer en amont, d'avoir une idée claire sur ses priorités, de se doter de stratégies et de la flexibilité nécessaires pour transformer les défis en possibilités.

Le Canada est fier de jouer un rôle actif dans ce processus.



ANNEXE I

**QUESTIONNAIRE RELATIF AU PROJET DE PROGRAMME
ET DE BUDGET POUR 2004-2005 (32 C/5)**





united nations educational, scientific and cultural organization
organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture

**QUESTIONNAIRE RELATIF
AU PROJET DE PROGRAMME ET DE BUDGET POUR 2004-2005
(32 C/5)**

Ce questionnaire a été conçu pour recueillir les observations et propositions des Etats membres et Membres associés, ainsi que des organisations internationales intergouvernementales (OIG) et non gouvernementales (ONG), sur les principes essentiels, les priorités et les questions fondamentales dont il faudrait s'inspirer pour élaborer le Projet de programme et de budget pour 2004-2005 (32 C/5).

Introduction

1. A sa 31^e session, la Conférence générale a approuvé la Stratégie à moyen terme pour la période 2002-2007 (31 C/4), qui définit les grands axes stratégiques de l'action de l'UNESCO pour les six années à venir, ainsi que le Programme et budget pour 2002-2003 (31 C/5), qui correspond à la première phase de sa mise en oeuvre.

2. Articulée autour d'un seul thème unificateur - **Contribution de l'UNESCO à la paix et au développement humain à l'ère de la mondialisation par l'éducation, les sciences, la culture et la communication** -, la Stratégie à moyen terme définit un nombre restreint d'objectifs stratégiques, soit 12 au total, pour toute l'Organisation et trois pour chacun de ses grands domaines d'activité. Ces objectifs stratégiques sont complétés par deux thèmes transversaux, à savoir **L'élimination de la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté, et La contribution des technologies de l'information et de la communication au développement de l'éducation, de la science et de la culture et à la construction d'une société du savoir**, qui se retrouvent dans tous les programmes et par le biais desquels l'UNESCO fera une place de choix à l'intersectorialité dans son action, tant au Siège que sur le terrain.

3. La Stratégie à moyen terme pour 2002-2007 (31 C/4 approuvé) et le Programme et budget pour 2002-2003 (31 C/5 approuvé) représentent les piliers de la réforme de l'Organisation en matière de programmation. Dans ces deux documents, les **objectifs stratégiques** sont traduits en "effets" et **résultats escomptés** clairement définis, ce qui marque un grand pas en avant vers l'introduction et l'application de la programmation et de la budgétisation, ainsi que de la gestion et du contrôle axés sur les résultats. Autre nouveauté pour l'UNESCO, des **stratégies régionales et sous-régionales** spécifiques ont été élaborées dans le cadre de la Stratégie à moyen terme et pour la même période, en vue d'être arrêtées et validées par les parties prenantes après l'adoption dudit 31 C/4 par la Conférence générale.

I. Questions générales

4. Pris ensemble, les documents 31 C/4 et 31 C/5 approuvés constituent le **cadre conceptuel de l'action de l'UNESCO**, en proposant des stratégies, des orientations, des programmes, des activités et des résultats qui permettront à l'Organisation d'accomplir sa mission avec efficacité et efficience. Il a fallu faire un grand nombre de choix difficiles, surtout pour rationaliser le processus de planification, fixer des priorités de programme claires et limitées en nombre et déterminer les créneaux stratégiques de l'UNESCO d'aujourd'hui. Beaucoup certes a déjà été accompli, mais il reste encore des améliorations à apporter. La préparation du prochain Programme et budget (32 C/5) offre l'occasion d'évaluer dès le début les ajustements et réformes introduits jusqu'ici dans le processus de programmation et de proposer de nouvelles améliorations. Globalement, toutes les modifications devraient être axées sur l'efficacité de l'Organisation, en accentuer la pertinence pour les Etats membres et les communautés et la rendre plus responsable et plus transparente.

5. Le Programme et budget pour l'exercice biennal 2002-2003 a été établi, pour la troisième fois consécutive, sur la base d'une croissance nominale zéro, à quelque 544 millions de dollars des Etats-Unis au total. Cette croissance nominale nulle, qui en fait représente une réduction de 4,2 % en termes réels, impose à l'Organisation de très dures contraintes, au moment même où les efforts de réforme nécessiteraient des ressources supplémentaires.

Que recommanderiez-vous comme croissance totale du budget pour 2004-2005 :

- (a) *croissance nominale zéro (soit 544 millions de dollars, comme pour les trois exercices précédents - baisse du pouvoir d'achat) ;*
- (b) *croissance réelle zéro (soit 544 millions de dollars + réévaluation + augmentation prévisible des coûts - ni hausse ni baisse du pouvoir d'achat) ;*
- (c) *croissance réelle positive ? De combien de points de pourcentage ? (soit 544 millions de dollars + croissance + réévaluation + augmentation prévisible des coûts - hausse du pouvoir d'achat).*

Considérez-vous qu'il est nécessaire d'améliorer la structure et la présentation du budget ? Dans l'affirmative, comment procéder pour y parvenir ?

6. La Conférence générale et le Conseil exécutif ont demandé qu'une attention particulière soit accordée dans le processus de programmation à la nécessité de définir et concrétiser clairement le lien entre les thèmes et les objectifs stratégiques du C/4 et les activités proposées dans le C/5. Comme le document 32 C/5 représentera la deuxième phase du 31 C/4 approuvé, il faudra y veiller dans son élaboration.

Le thème général du 31 C/4 approuvé se retrouve-t-il suffisamment dans le 31 C/5 approuvé ? Dans la négative, que faire pour mieux faire apparaître leurs rapports à l'avenir ?

Le 31 C/5 approuvé est-il suffisamment relié aux objectifs et sous-objectifs stratégiques du 31 C/4 approuvé ? Dans la négative, comment améliorer le lien en question dans le 32 C/5 ?

II. Définir les principes de programmation et fixer les priorités de programme

7. Pour avoir plus d'impact, chacun des cinq grands programmes du 31 C/5 approuvé - à savoir, éducation, sciences exactes et naturelles, sciences sociales et humaines, culture, communication et information - est structuré autour d'une priorité principale qui, dans chaque cas, bénéficie d'un supplément de ressources budgétaires par rapport au 30 C/5 approuvé, accompagnée le plus souvent de trois autres priorités permettant de mieux concentrer les autres activités du secteur considéré. Dans le 31 C/5 approuvé, les priorités principales correspondant à chacun des grands programmes sont les suivantes : l'éducation de base pour tous ; ressources en eau et écosystèmes ; éthique des sciences et des technologies ; diversité et pluralisme culturels ; promouvoir l'accès à l'information, en particulier celle du domaine public.

Etes-vous d'avis qu'il convient pour le 32 C/5 de choisir à nouveau une priorité principale et un nombre restreint d'autres priorités par grand programme ?

Comment, dans le 32 C/5, renforcer les priorités principales sous l'angle de l'augmentation des ressources ?

Au sujet du choix des priorités principales à retenir pour chaque grand programme, êtes-vous :

- (a) pour le maintien des mêmes priorités principales que dans le 31 C/5 approuvé ?*
- (b) plutôt pour la désignation de priorités principales nouvelles ? En ce cas, lesquelles ?*

Quelles autres observations ou suggestions souhaiteriez-vous faire au sujet du contenu, des grandes orientations ou du mode de sélection, d'articulation et de traitement de ces priorités pour l'avenir ?

8. Par grand programme, les autres priorités sont les suivantes :

- grand programme I : éducation pour une culture de la paix, enseignement scientifique et technologique, enseignement technique et professionnel, enseignement supérieur ;
- grand programme II : renforcement des capacités dans le domaine de la science et de la technologie, renforcement des bases scientifiques de la protection de l'environnement et d'une utilisation durable des ressources naturelles, promotion du développement durable dans les régions côtières et les petites îles ;
- grand programme III : droits de l'homme, transformation sociales et activités prospectives ;
- grand programme IV : renforcer l'action normative dans le domaine de la culture et resserrer les liens entre culture et développement ;
- grand programme V : promouvoir la liberté d'expression et la liberté de la presse et aider à renforcer les capacités de communication.

Convient-il de conserver ces priorités dans le 32 C/5 ? Dans la négative, quelles autres priorités faudrait-il, selon vous, envisager ? Seriez-vous favorable à une concentration et une désignation différentes des autres priorités ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

9. Pour renforcer l'action inter/multidisciplinaire, 12 millions de dollars ont été alloués dans le 31 C/5 aux projets relatifs aux deux thèmes transversaux définis dans la Stratégie à moyen terme. Pour sélectionner ces projets, dont chacun fait intervenir au moins trois secteurs ou bureaux, il a été lancé au Siège et hors Siège un appel d'offres sans précédent auquel ont participé un certain nombre de partenaires aux niveaux national, régional et international. Bien entendu, les 34 projets transversaux mentionnés dans le Programme et budget approuvés pour 2002-2003 (dont 21 se rapportent à l'élimination de la pauvreté et 13 à la contribution des TIC à la construction d'une société du savoir) ne représentent pas la totalité des activités entreprises par l'Organisation dans ces

deux domaines transversaux. Ils visent plutôt à indiquer l'action qui pourrait être menée dans les diverses sphères grâce aux compétences de l'UNESCO, action qui devrait être complétée par une autre action de caractère intersectoriel. Globalement, l'intersectorialité tend à démontrer que l'UNESCO peut prendre des mesures coordonnées et mettre à profit la synergie de ses cinq secteurs en se fondant sur une approche interdisciplinaire et holistique.

Les stratégies relatives aux deux thèmes transversaux sont-elles suffisamment prises en compte dans l'action prévue par le 31 C/5 approuvé? Quelles autres mesures devraient être adoptées, selon vous, pour assurer l'intégration effective de ces thèmes/stratégies dans les programmes de l'Organisation?

Le 31 C/5 approuvé reflète-t-il suffisamment les autres activités et initiatives intersectorielles?

Pensez-vous qu'il faille encore inclure dans le 32 C/5 des projets relatifs aux deux thèmes transversaux? Souhaitez-vous allouer de nouveau un certain montant aux projets se rapportant aux deux thèmes transversaux du 31 C/4?

10. La Stratégie à moyen terme mentionne cinq fonctions principales conformes au rôle d'institution phare joué par l'UNESCO dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication : être un laboratoire d'idées, un organisme normatif, un centre d'échange d'information, un organisme de développement des capacités des Etats membres et un catalyseur pour la coopération internationale. Dans l'exercice de ces fonctions complémentaires et dans le cadre de l'ensemble de ses programmes, l'Organisation s'est occupée d'un certain nombre de questions d'actualité, renforçant ainsi le rôle qu'elle joue sur la scène internationale.

11. Depuis l'adoption par la Conférence générale, à sa 31e session, de la Déclaration universelle sur la diversité culturelle et l'approbation des deux stratégies relatives à l'élimination de la pauvreté et à la contribution des TIC à la construction d'une société du savoir, l'Organisation dispose de bons atouts pour contribuer, dans ses domaines particuliers de compétence, à la réalisation des objectifs internationaux de développement fixés au Sommet du Millénaire par l'Assemblée générale des Nations Unies et retenus par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS - ancien CAC) comme thème principal pour la coopération et l'action interinstitutions futures au sein du système des Nations Unies.

12. Les tâches et les défis qui se profilent ont trait notamment à la préparation et au suivi du Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002) et du Sommet mondial sur la société de l'information (Genève, 2003, et Tunis, 2005), à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans nationaux pour l'EPT et à la coordination des activités menées au titre de l'initiative en faveur de l'EPT, dans laquelle l'UNESCO a un rôle important à jouer. Sont également prévues d'autres actions dans le domaine normatif concernant le patrimoine subaquatique, le patrimoine immatériel, la bioéthique, la promotion et la pratique du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace ainsi que l'intégration des droits de l'homme dans les programmes de l'UNESCO pour donner suite à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Durban, 2001).

Etant donné la nécessité de rationaliser l'action et l'utilisation des ressources et de les centrer sur un nombre limité d'objectifs, préconiseriez-vous un resserrement des priorités et, si oui, que proposeriez-vous à cette fin ? Y a-t-il d'autres thèmes/sujets ou questions particuliers que, selon vous, l'Organisation devrait privilégier et pour l'étude desquels elle serait la mieux placée ?

Quels sont les domaines nouveaux dont l'examen pourrait être envisagé ou renforcé et dans lesquels l'UNESCO a un avantage comparatif au niveau multilatéral et pourrait jouer un rôle utile ?

Y a-t-il des activités, questions/thèmes auxquels, selon vous, il conviendrait de renoncer parce que leur impact est faible et qu'ils n'ont qu'un lointain rapport avec le mandat de l'Organisation ?

13. Le 31 C/4 a inauguré une nouvelle approche consistant à renoncer au principe des thèmes et groupes prioritaires qui a été remplacé par celui de l'intégration. En conséquence, la problématique des besoins de l'Afrique, des pays les moins avancés (PMA), des femmes et des jeunes sera désormais intégrée dans tous les programmes des documents C/5, du début à la fin de la période 2002-2007. Cela signifie que tous les secteurs devront prendre en compte les demandes émanant de ces groupes dans tous leurs programmes. De plus, dans toutes les activités de l'UNESCO, l'accent sera mis particulièrement sur les besoins des groupes défavorisés et exclus et sur les éléments les plus vulnérables de la société. Dans le même ordre d'idées, l'Organisation est déterminée à promouvoir une culture de la paix, notamment en jouant le rôle de chef de file pour la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010) et en assurant le suivi de la résolution 39 de la Conférence générale.

Estimez-vous que les questions à intégrer (telles qu'elles sont mentionnées dans le 31 C/4, à savoir les questions relatives aux femmes, aux jeunes, aux PMA et à l'Afrique) ainsi que la culture de la paix ont été suffisamment prises en compte dans le 31 C/5 approuvé ? Sinon, que peut-on faire pour en améliorer la situation/la présentation ?

Etes-vous favorable à la formule de l'intégration en général ? Comment cette formule pourrait-elle être appliquée plus efficacement ?

Etes-vous partisan d'une réduction du nombre des domaines à intégrer et, si tel est le cas, quelles seraient vos préférences ?

14. Pour la première fois, la formulation de stratégies régionales et sous-régionales est envisagée dans le cadre de la Stratégie à moyen terme. Fondées sur les processus d'intégration régionale en cours et les priorités, elles visent à adapter les stratégies globales de l'UNESCO aux caractéristiques, conditions et initiatives locales. Elles doivent aussi servir de cadre pour l'élaboration par les bureaux chargés d'un groupe de pays, les bureaux régionaux et les bureaux nationaux des plans de travail biennaux indiquant les activités à mener dans les régions et sous-

régions concernées au titre du Programme et budget approuvés, activités financées dans une large mesure grâce à la décentralisation des fonds des grands programmes.

Etes-vous satisfaits de l'enchaînement actuel des étapes du processus de programmation : consultations régionales, puis élaboration et approbation d'un C/5 global, enfin mise au point définitive et établissement des plans de travail pour la mise en oeuvre du programme ? Quelles améliorations, le cas échéant, proposeriez-vous d'apporter à ce processus ?

15. Le 31 C/5 approuvé prévoit une sensible décentralisation des fonds du programme allant jusqu'à 67 % dans certains domaines. Le pourcentage réel varie d'un secteur/grand programme à l'autre en fonction du contenu, de la nature et du type des activités envisagées ainsi que de la dotation en personnel et de la capacité d'exécution dans les bureaux hors Siège. A l'heure actuelle, les taux de décentralisation préconisés par secteur/grand programme sont les suivants : grand programme I : 62,2 % ; grand programme II : 36,5 % ; grand programme III : 36,3 % ; grand programme IV : 39,9 % et grand programme V : 41,9 %.

Estimez-vous que le taux de décentralisation prévu pour les ressources des programmes dans le 31 C/5 approuvé est suffisant ? Un taux minimum de décentralisation devrait-il être fixé pour chaque secteur/grand programme (40 % ? 50 % ? davantage ?) compte tenu des ressources humaines disponibles et de la capacité d'exécution ?

16. La mise en oeuvre de la nouvelle politique de décentralisation, selon laquelle les bureaux chargés d'un groupe de pays et les bureaux nationaux sont désormais les principaux instruments de l'exécution du programme, vise à rapprocher des Etats membres l'action menée par l'UNESCO aux niveaux des pays et des régions et à mieux l'adapter à leurs besoins. La nouvelle structure du réseau des unités hors Siège s'emploiera sans relâche à accroître l'impact et l'utilité des activités de l'Organisation.

Avez-vous des observations ou des suggestions à faire sur la dotation en personnel et les crédits prévus au titre des activités du programme pour les bureaux chargés d'un groupe de pays et les bureaux régionaux ?

17. En tant qu'éléments constitutifs de l'UNESCO, les commissions nationales ont un rôle essentiel à jouer dans la conception et l'exécution des programmes. On continuera à veiller à ce qu'elles puissent s'acquitter pleinement de leur rôle d'organes de consultation, de liaison, d'information, d'évaluation et d'exécution des programmes, tout en élargissant leur champ d'action à la recherche de financements et à la constitution de nouveaux partenariats.

Quelles mesures ou initiatives nouvelles pourrait-on adopter pour qu'il y ait interaction fructueuse entre commissions nationales et Secrétariat, en particulier avec les bureaux nationaux, bureaux chargés d'un groupe de pays et bureaux régionaux, et pour renforcer l'impact et la visibilité de l'action de l'Organisation aux niveaux régional/national ?

18. Etant donné l'ampleur des besoins et des attentes auxquels il faut répondre, les partenariats, alliances et autres mécanismes de coopération avec les organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales, acteurs de la société civile et secteur privé constituent de puissants instruments pour apporter une réponse cohérente et coordonnée à ces besoins, sur la base d'une répartition plus efficace des tâches, de l'expérience et des ressources. L'Organisation continuera à collaborer avec les autres institutions du système des Nations Unies et à coordonner ses activités avec elles, contribuant ainsi au renforcement du système, et ce par des interventions complémentaires, en particulier pour la poursuite des objectifs de développement contenus dans la Déclaration du Millénaire. Au niveau des pays, l'accent sera essentiellement mis sur la programmation conjointe de la coopération pour le développement dans le cadre des Bilans communs de pays (CCA) et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) et sur la collaboration avec la Banque mondiale/le FMI dans le contexte du Cadre de développement intégré (CDI) et des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). L'UNESCO soutiendra aussi les efforts visant à faire participer les principaux bailleurs de fonds bilatéraux à la programmation conjointe au niveau des pays.

19. Les contributions extrabudgétaires - qu'elles proviennent de l'ONU, de donateurs bilatéraux, de banques multilatérales de développement, de fondations et autres acteurs de la société civile et du secteur privé - resteront une source essentielle de financement pour permettre à l'UNESCO d'atteindre ses objectifs et d'avoir la portée et l'impact nécessaires, en particulier aux niveaux régional et national. Il est absolument indispensable à cet effet de mieux harmoniser les objectifs stratégiques du 31 C/4 approuvé, les priorités du programme et budget ordinaires et les activités pour lesquelles un financement extrabudgétaire est proposé. Le texte de cadrage qui a été prescrit fera apparaître plus nettement, dans les futurs documents de programme et de budget, les partenaires qu'il est prévu d'associer à l'exécution des activités ainsi que leurs rôle et contribution respectifs.

Quelles autres mesures seraient à prendre pour mieux tenir compte, dans la programmation future, du lien et de la complémentarité entre le Programme ordinaire et les activités extrabudgétaires ?

Le texte de cadrage proposé doit-il figurer au niveau du grand programme ? Au niveau du programme ou du sous-programme ? Doit-il aussi être indiqué pour les stratégies et programmes régionaux et sous-régionaux et intégré dans ceux-ci ?

III. Structure et présentation du 32 C/5

20. Après la Conférence générale, le Secrétariat a déployé des efforts considérables pour revoir la formulation des résultats escomptés tels qu'ils figuraient dans le projet de 31 C/5, en les alignant davantage sur les stratégies, priorités et activités prévues.

Etes-vous satisfait de la présentation et de la formulation des résultats escomptés révisés au niveau des axes d'action tels qu'ils apparaissent dans le Programme et budget approuvés 2002-2003 (31 C/5) ? Y a-t-il des améliorations à apporter ? Où et comment ?

Considérez-vous, de manière générale, que la structure du 31 C/5 - c'est-à-dire les cinq grands programmes avec une priorité principale, les autres priorités et les projets transversaux correspondants - est satisfaisante? Auriez-vous des changements à proposer concernant la structure d'ensemble ou la présentation des grands programmes, et si oui, lesquels?

Souhaiteriez-vous que, dans le 32 C/5, les projets phares soient désignés et présentés de façon plus explicite?

21. La mise en oeuvre des méthodes de programmation, budgétisation, gestion et suivi fondées sur des résultats appelle de nouveaux outils méthodologiques qui permettent à la fois davantage de souplesse dans le choix des modalités et formes d'action et davantage de précision dans la définition et dans l'évaluation des résultats. A cet égard, le nouveau modèle de présentation et le calendrier de préparation du document C/3 (Rapport du Directeur général sur l'activité de l'Organisation) devraient permettre aux organes directeurs de disposer plus tôt que c'était le cas jusqu'à présent des éléments d'appréciation nécessaires pour prendre des décisions en connaissance de cause. Le développement et la mise au point progressifs de **SISTER**, qui rassemble des informations sur les ressources du Programme ordinaire et des programmes extrabudgétaires bientôt accessibles pour chaque axe d'action aux commissions nationales et Etats membres, marquent également une étape importante des efforts pour améliorer la transparence de la mise en oeuvre et du suivi du programme.

Les évaluations mentionnées dans le programme et budget correspondent-elles suffisamment aux résultats obtenus? Que peut-on améliorer à l'avenir?

22. Sous sa forme actuelle, le C/5 se présente en trois parties : la première comprend, pour chaque grand programme et projet relatif aux thèmes transversaux, les résultats escomptés et les ressources qui y sont affectées, ainsi que des précisions sur les services administratifs et services d'appui, présentés à la Conférence générale pour décision ; la section 2, "Appendices", donne des précisions budgétaires sous forme résumée, et la section 3 présente, pour information, des éléments techniques sur les moyens de réaliser les activités envisagées dans ce contexte.

Avez-vous des propositions à faire sur la présentation du programme et budget? Avez-vous aussi des suggestions à formuler sur le contenu et la présentation des éléments techniques dans le projet de 31 C/5 et le 31 C/5 approuvé?

De manière générale, le 31 C/5 contient-il trop d'informations ou pas assez? Juste assez? Que convient-il d'ajouter/réduire/abandonner?

IV. Ajustements à la programmation à moyen terme

23. La Stratégie à moyen terme est conçue comme **stratégie ajustable**, susceptible d'être révisée par la Conférence générale, en tant que de besoin, de façon à prendre en compte :

- les faits nouveaux intervenus sur la scène internationale et régionale dans les domaines de compétence de l'UNESCO ;
- les enseignements des consultations et des études sur les pays entreprises par les bureaux chargés d'un groupe de pays et bureaux hors Siège dans le cadre de la décentralisation ;
- les résultats de l'Organisation, y compris les conclusions des évaluations ;
- les facteurs critiques nouveaux qui pourraient empêcher d'atteindre les résultats escomptés.

Sur la base des observations que vous avez formulées concernant la section I du présent document, estimez-vous que les propositions qui ont été faites (ou certaines d'entre elles) pourraient ou devraient amener à infléchir un ou plusieurs des objectifs stratégiques ou approches formulés dans le 31 C/4 et, par voie de conséquence, dans le 32 C/5 ? Si oui, quelles devraient être ces modifications ? Et dans quel(s) domaine(s) ?

DOC
CA1
EA
2002R21
EXF

.b4181086 (E)
.b4181104 (F)



**RESPONSE OF CANADA TO THE
UNESCO CONSULTATION OF MEMBER STATES
ON THE DRAFT PROGRAMME AND BUDGET
2004-2005 (32 C/5)**

July 2002

**Canadian Commission for UNESCO
and
United Nations and Commonwealth Affairs Division
Department of Foreign Affairs and International Trade
Government of Canada**

HOW TO REACH US

Mail CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO
 350 Albert Street, Box 1047
 Ottawa, Ontario CANADA K1P 5V8

Telephone (613) 566-4414 / 1-800-263-5588

Fax (613) 566-4405

E-mail info@unesco.ca

Internet www.unesco.ca

© 2002 Canadian Commission for UNESCO

UNESCO is the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

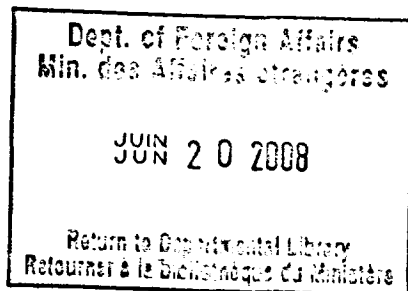
AMIL
DOC

.64181086 (E)
.64181104 (F)

RESPONSE OF CANADA
to the
UNESCO CONSULTATION OF MEMBER STATES
on the
DRAFT PROGRAMME AND BUDGET
2004-2005 (32 C/5)

18-473-196 (F)

18-473-195 (E)



July 2002

Canadian Commission for UNESCO
and
United Nations and Commonwealth Affairs Division
Department of Foreign Affairs and International Trade
Government of Canada

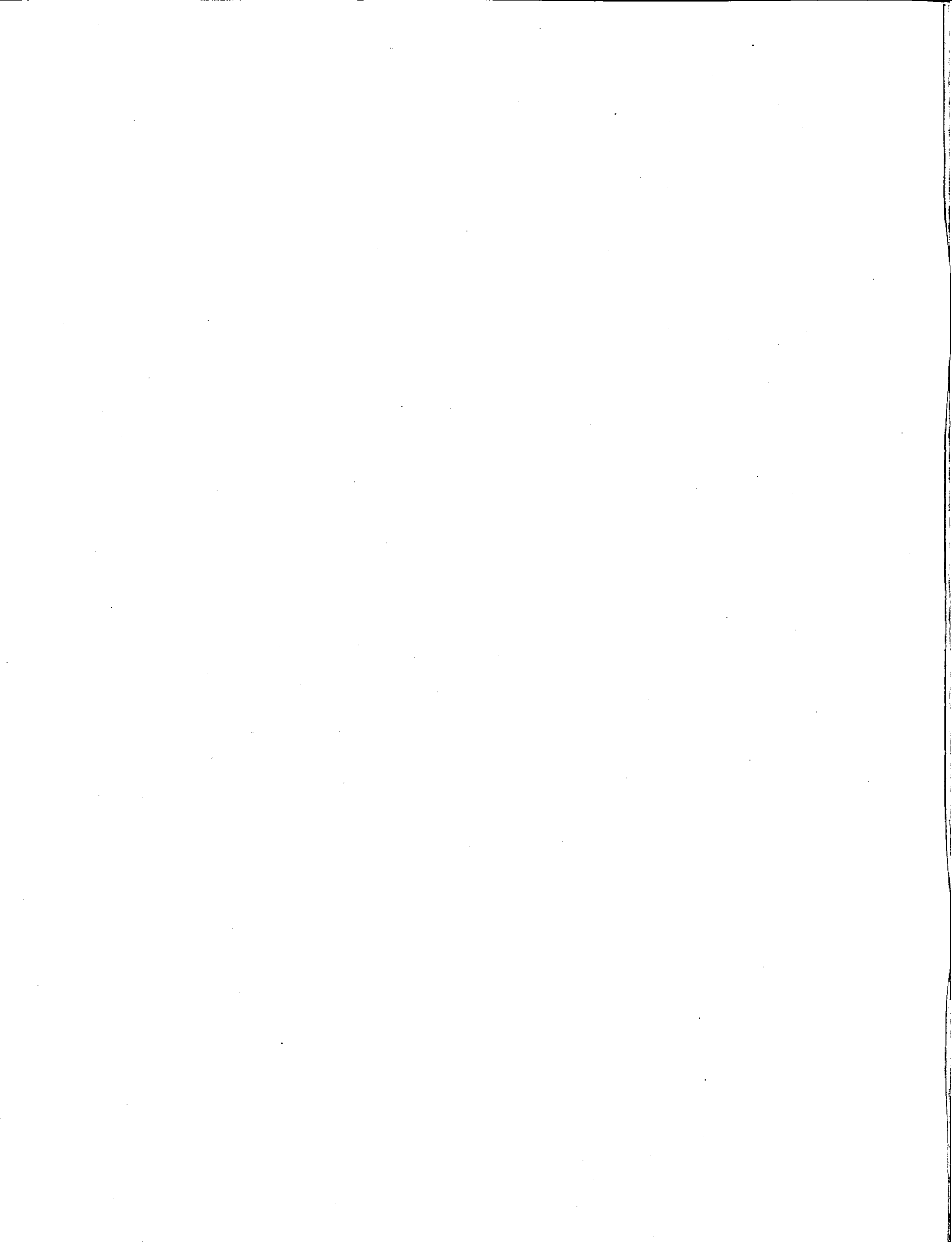


TABLE OF CONTENTS

| | |
|--|----|
| Introduction | 4 |
| General Comments | 5 |
| I - Overall Issues | 6 |
| II - Defining Programming Principles and Setting Programme Priorities | 8 |
| III - Structure and Presentation of Document 32 C/5 | 19 |
| IV - Adjustments in Medium-Term Programming | 22 |
| Conclusion | 23 |
| ANNEX: | |
| I UNESCO Questionnaire on the Draft Programme and Budget for 2004-2005 (Draft 32 C/5), March 2002 | 25 |

Note: Section titles, paragraph numbers and the questions that appear in the text are taken directly from the *Questionnaire on the Draft Programme and Budget for 2004-2005 (Draft 32 C/5)*.

INTRODUCTION

At its 31st session, the General Conference of UNESCO approved the Medium-Term Strategy for the period 2002-2007 (31 C/4) which sets out the main strategic thrusts for UNESCO's action for the next six years, as well as the Programme and Budget for 2002-2003 (31 C/5) which corresponds to its first implementation phase.

Built around a single unifying theme, *Contributing to peace and human development in an era of globalization through education, the sciences, culture and communication*, the Medium-Term Strategy defines a limited number of strategic objectives – a total of 12 for the entire Organization and three for each of UNESCO's four main domains. These strategic objectives are complemented by two cross-cutting themes: the *Eradication of poverty, especially extreme poverty*, and the *Contribution of information and communication technologies to education, science and culture, and the construction of knowledge societies*. These cross-cutting themes are intrinsic to all programmes, and strive to create an environment that will foster intersectorality in UNESCO's action, both at Headquarters and in the Field.

In May 2002, UNESCO distributed a questionnaire (see Annex I) to solicit comments and proposals from Member States, Associate Members, intergovernmental organizations (IGOs) and international non-governmental organizations (NGOs) on the priorities and issues that should guide the preparation of the Draft Programme and Budget for 2004-2005 (32 C/5) during the second phase of implementation of the Medium-Term Strategy.

This document represents the response of Canada to the questionnaire. It reflects the views of federal and provincial governments and non-governmental members of the Canadian Commission for UNESCO, and of other experts in the fields of education, the natural, social and human sciences, culture, communication and information. The consultation was co-ordinated, and this document prepared, by the Canadian Commission for UNESCO, and submitted to the Department of Foreign Affairs and International Trade for consideration and submission to UNESCO.

The Canadian Commission for UNESCO would like to extend its sincere thanks to the members of the Commission, representatives of government departments, professional associations, non-governmental organizations and individuals who contributed to the consultation for preparation of this document. Without their knowledge, expertise and insight, we would not have been able to present this comprehensive, and uniquely Canadian, perspective on the role and future activities of UNESCO.

GENERAL COMMENTS

Canada wishes to congratulate UNESCO for its significant accomplishments in management and programme reform during the past biennium. These reforms are evident in the *Medium-Term Strategy, 2002-2007* (31 C/4) and the *Programme and Budget, 2002-2003* (31 C/5), and we believe they will continue to be reflected in the *Programme and Budget for 2004-2005* (32 C/5).

We welcome the opportunity, therefore, to provide comments and recommendations for consideration in the preparation of the 32 C/5. As an overall comment, we found the *Questionnaire on the Draft Programme and Budget for 2004-2005 (Draft 32 C/5)* focused more on the 31 C/5 than it did on the 32 C/5. We also found that the emphasis tended to be on format rather than content, and that this presented difficulties for respondents during the consultation about programme and budget issues.

We wish to strongly recommend that sustainable human development be added to the 32 C/5 as a third cross-cutting theme. UNESCO will have a major role to play in the follow-up to the World Summit on Sustainable Development, and this will only be accomplished if all Sectors work together to ensure that UNESCO's contribution is significant, relevant and enduring. With respect to the two existing cross-cutting themes, we favour them being maintained, but encourage their integration into programme activities in a more holistic way.

Canada also notes that there is no reference to follow-up to world conferences in the *Questionnaire*. As we have noted in previous responses, less emphasis should be placed on large conferences that result in solemn declarations and instead place greater emphasis on the national/international follow-up initiatives to conferences that have already taken place. These follow-up initiatives will allow for an exchange of experiences about the ongoing processes, and the difficulties, successes and challenges encountered. They will also result in conference declarations moving from theory to practice.

The 32 C/5 should also draw upon the research being undertaken, and the knowledge being created, by the UNESCO Institute for Statistics especially in the follow-up to the Dakar monitoring process. This research and knowledge will provide an invaluable tool in evidence-based policy development and will ensure that UNESCO activities are both timely and future-oriented.

Similarly, UNESCO must focus its activities on providing leadership and direction rather than implementing a series of small development projects. In doing so, it must seek active partnerships and co-operate with other organizations that have the requisite experience in implementing projects at the regional, sub-regional and country level.

As an upstream agency with an ethical mandate, UNESCO has from its inception established new parameters for international debate and intercultural dialogue on a myriad of issues pertaining to education, the sciences, culture and communication. We sincerely hope that the 32 C/5 will continue this tradition.

I - OVERALL ISSUES

Paragraphs 4 and 5 – Budget for 2004-2005

Question 1

What would you recommend should be the overall growth of the budget for 2004-2005?

- (a) zero-nominal (i.e. \$544 million as for the last three biennia – a decrease in purchasing power)
- (b) zero-real (i.e. \$544 million + recosting + anticipated cost increases – neither an increase nor a decrease in purchasing power)
- (c) real growth? By how many percentage points? (i.e. \$544 million + growth + recosting + anticipated cost increase – an increase in purchasing power)

Question 2

Do you consider it necessary to improve the structure and presentation of the budget? If yes, how could that be accomplished?

Response of Canada

In accordance with our long-standing policy, Canada continues to believe that the budget for 2004-2005 should aim for zero-nominal growth as it has in previous biennia.

It should be noted, however, that budget questions cannot be answered in isolation, but need to be related to the ongoing process of reform at UNESCO, and how any additional funds received by the Organization would be spent should this become an option. In other words, would additional funds be used for existing programme activities, to expand into other areas, for administrative purposes or for infrastructure improvements?

With respect to the structure and presentation of the budget, it is recommended that clear linkages be established between the presentation of the budget and the presentation of programme objectives and results. The budget and the programme should be treated as integral parts of the work of the Organization, not two separate exercises.

Paragraph 6 – Links between the C/4 and C/5

Question 4

Was the overall theme of 31 C/4 Approved sufficiently reflected in 31 C/5 approved? If not, what could be done to enhance the relationship in the future?

Question 3

Was there sufficient relationship in document 31 C/5 Approved to the strategic objectives and sub-objectives of document 31 C/4 Approved? If not, how can it be improved for document 32 C/5?

Response of Canada

Question 3 is somewhat confusing, as the 31 C/5 Approved must reflect the priorities of the 31 C/4 Approved. The Question might better be formulated as "Was the overall theme of the Approved 31 C/4 sufficiently reflected in the Approved 31 C/5 in accordance with the decisions of the General Conference?" Because of the way in which the question is currently posed, we are not sure if the Director-General has concerns that this is, in fact, not the case, or whether he believes that the Medium-Term Strategy could have been better integrated into the Programme and Budget (31 C/5).

We note that the second paragraph in the description of each Major Programme (paragraphs 01004, 02004, 03004, 04004 and 05004 respectively) in the 31 C/5 Approved makes specific reference to the relevant strategic objectives in the 31 C/4 Approved, and to the two cross-cutting themes – *Eradication of poverty, especially extreme poverty* and *The contribution of information and communication technologies to the development of education, science, culture and the construction of a knowledge society*. The relationship between the strategic objectives and the programme objectives is therefore clear.

What is not clearly addressed, however, is how the priorities in each Major Programme contribute to the unifying theme of the 31 C/4 Approved, viz. *UNESCO Contributing to peace and human development in an era of globalization through education, the sciences, culture and communication*. It is suggested, therefore, that the 32 C/5 should also contain specific references to the unifying theme.

In response to Question 4, we believe that greater emphasis could have been placed on results and performance measurement in the 31 C/5 Approved, and we encourage UNESCO to incorporate these elements into the 32 C/5.

II - DEFINING PROGRAMMING PRINCIPLES AND SETTING PROGRAMME PRIORITIES

Paragraph 7 – Principal Priorities

Question 5

Are you in favour of selecting again in document 32 C/5 one principal priority and a limited number of other priorities for each major programme?

Question 6

How should the principal priorities in document 32 C/5 be strengthened in terms of resource increase?

Question 7

Regarding the selection of the principal priorities for each major programme, do you:

- (a) favour the retention of the same principal priorities as in document 31 C/5 Approved?
- (b) prefer the designation of new principal priorities? If so, which ones?

Question 8

What further comment or possible suggestion would you like to make on the content, the main orientations or on the way these priorities should be selected, articulated and dealt with in the future?

Response of Canada

We support the identification of one principal priority in the 32 C/5 supported by limited, clearly defined, priorities in each programme area. We also encourage the identification of cross-cutting themes, the continuing move to work in a trans-disciplinary way, and the appropriate allocation of resources to ensure that programme activities related to the cross-cutting theme can be successfully implemented.

We do not believe it is possible to respond to Question 6 until the principal priorities have been identified in the draft 32 C/5.

In response to Question 7, it is recommended that the principle priorities for each Major Programme in the 31 C/5 be evaluated for progress, completion and continued relevance before active consideration is given to their replacement. It is recognized that a delicate balance exists between the ability to achieve programme objectives during a biennium, and renewal and the ability to keep pace with changing circumstances. The identification of new priorities for the sake of change, however, does not constitute progress.

With respect to the main orientations and priorities identified for each Programme, we would encourage greater co-ordination between the Sectors, expert committees and external organizations working in a similar field. For example, COMEST is presently concentrating on the ethics of outer space, energy, water and the information society. There appears to be little or no co-ordination, however, between COMEST and the preparatory work being done for the World Summit on Sustainable Development where energy and water issues will be paramount. Similarly, we are not sure of the relationship between the ethical dilemmas posed by the information society, the work of COMEST and the preparations for the World Summit on the Information Society. We strongly support increased integration, as we believe that many of UNESCO's priorities will derive and evolve from these two World Summits.

Paragraph 8 – Other Priorities by Major Programme

Question 9

Should those priorities be maintained in document 32 C/5? If not, what other priorities should, in your view, be considered? Would you favour a different clustering and designation of the other priorities? And if so, which one?

Response of Canada

As a general comment, we wish to recall Resolution 40 adopted by the General Conference at its 31st session inviting the Director-General to examine whether sustainable development should become a third cross-cutting theme in the Medium-Term Strategy for 2002-2007 (with the necessary adjustments to the time frame of this document). It should also be remembered that the Joint Statement of the Chairs of the Five Scientific Programmes of UNESCO at the 31st General Conference also recommended that a new cross-cutting theme, built around sustainable development, should be added. As defined in the Brundtland Report, sustainable development means not only sound environmental policies but socio-cultural development, human security and social justice. If implemented, the addition of this cross-cutting theme will have a major impact on the programme activities of all Sectors. Sustainable development, and these recommendations, will also take on additional significance in the light of the outcomes of the World Summit on Sustainable Development.

The "other priorities" listed in the questionnaire include some, but not all, of the Major Lines of Action included in the 31 C/5. We support the maintenance of the current priorities with the following comments:

Major Programme I: Education for a Sustainable Future (Major Line of Action 2) must remain a priority and must be framed in the context of the outcomes of the World Summit on Sustainable Development. Similarly, as documented in the *United Nations Report on the Global AIDS/HIV Epidemic 2002*, over 40 million people world wide have AIDS or are HIV positive, and UNESCO must therefore maintain Major Line of Action 4, "Preventive Education in Response to the AIDS/HIV Pandemic." It should also be remembered that a Special Session was held during the 31st General Conference to specifically discuss UNESCO's Strategy for HIV-AIDS Preventive Education, and that UNESCO has elaborated Five Core Tasks in its strategy to address this pandemic.

We urge UNESCO to actively continue the follow-up to the Dakar Framework for Action through Education for All, understanding that this will take different forms in different regions to ensure that the complexities and breadth of "education for all" are understood. Similarly, UNESCO must focus on the work of the High-Level Group for EFA and the Report of the G8 Education Task Force (Kananaskis, Alberta, Canada, June 2002).

Canadian education authorities strongly support the overall approach to education and the recognition that the right to education is a fundamental human right. They expressed reservations, however, about the possible interpretation of the 31 C/5 Approved (page 23, section 1.1.2) where it suggests that some human rights are contingent upon external factors. As written, it implies a hierarchy of human rights that is both dangerous and inconsistent with accepted approaches to human rights issues.

Canada has often commented on the role of UNESCO's institutes and the need for a strategy for the development and consolidation of existing institutes. We have also consistently underlined the excellence of their work and their contribution to the overall work of the Organization, and hope that UNESCO will provide the institutes with the necessary resources to enable them to continue to contribute their considerable expertise.

Canadian education authorities also expressed concern about the relative decline in education expenditures by UNESCO, as well as the increasing reliance on external funding for a number of initiatives. This concern stems from their support for, and belief in, the work of UNESCO in the education field and especially the importance of education in eradicating poverty, teaching the value of cultural diversity and promoting peace.

As an overall comment on **Major Programme II** and **Major Programme III**, we recommend that UNESCO treat science in a holistic way, so that ethics in science and societal ethics will be seen to be one and the same. Specific comments about each of these Major Programmes, incorporating this perspective, follow.

Major Programme II: Canada would like to see the 32 C/5 devoted to one major interlinking topic - such as water in this biennium - and recommend that it be focused on sustainable human development

as per Resolution 40 of the 31st General Conference (see comment above). Other priorities for the Natural Sciences should include increased collaboration between the Social and Natural Sciences, and the establishment of more links between traditional knowledge, scientific research and socio-economic policies when addressing important issues. The participation of vulnerable groups in science and technology should be expanded. The importance of a transdisciplinary approach and training to develop skills to promote sustainable development in local communities should also be enhanced. Finally, UNESCO must ensure that the Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) has the necessary resources in future years to enable it to continue to fulfill its role as a specialized mechanism for coordinating ocean issues within UNESCO.

We also strongly support the proposed follow-up to the World Conference on Science contained in paragraph 02110 of the 31 C/5 Approved, including the amendments of the Executive Board in document 31 C/6 that pertain to the contribution of local and traditional knowledge to science.

Major Programme III: The questionnaire does not mention the current Major Line of Action 1 in Programme III.1, "Ethics of Science and Technology" in the list of priorities and we strongly recommend that this priority be maintained. We also recommend that clear linkages be established between ethics in science and technology and human rights and peace, as it is essential that scientists and people who "use" science understand the societal consequences of their actions. In this context, the commitments made by UNESCO following the Millennium Assembly to work closely with international organizations on these issues must be pursued. Finally, we encourage a broad interpretation of what is meant by "capacity building" so that it includes critical thinking about science as well as infrastructure development.

Major Programme IV: The questionnaire does not mention cultural diversity as a priority, and we strongly recommend that both cultural diversity and intercultural dialogue be maintained as key priorities. We also wish to recall the need to implement the Action Plan contained within the *Universal Declaration on Cultural Diversity* and to ensure that it is implemented in all areas of UNESCO's activities.

We support the reinforcement of normative action in the field of culture, but would suggest that emphasis in the 32 C/5 be placed on finding the means to increase the number of signatories to existing normative instruments.

Finally, we do not believe that the cross-cutting themes of the 31 C/4 Approved were sufficiently reflected in the 31 C/5 Approved for Major Programme IV. We encourage UNESCO to address this in the 32 C/5, particularly with respect to the cross-cutting theme *The contribution of information and communication technologies to the development of education, science and culture and the construction of a knowledge society* (emphasis added).

Major Programme V: The guiding principle of Programme V.1, that of promoting equitable access to information and knowledge, does not appear in the list of programme priorities contained in the questionnaire. We believe that it should be specifically addressed, and should be maintained as a priority for the 32 C/5. The 32 C/5 must also be structured in such a way that it can take account of,

and have the flexibility to begin to implement, the decisions of the World Summit on the Information Society (WSIS) even though this Summit will occur after the 32nd General Conference. If this flexibility is not included in the 32 C/5 Approved, UNESCO will not be able to participate in follow-up activities until two years after WSIS, by which time it will be too late to have any real influence.

Finally, in terms of capacity building for sustainable development, Canada supports the encouragement of international co-operation projects designed to provide access to traditional sources of information, including libraries, archives and community multi-media centres, through new information technologies. The 32 C/5 should therefore include a strong focus on ways to assist countries to build capacity and to develop access policies in the areas of information and communication technologies as a means to achieve a knowledge society.

Other Priorities: In response to the question about the designation of other priorities, the question of ethics is so pervasive and so central to UNESCO's mandate that a concerted effort should be made to ensure that an "ethics component" is integrated into all existing and future Programme activities and priorities.

Paragraph 9 – Interdisciplinary and Multidisciplinary Action

Question 10

Are the strategies for the two cross-cutting themes sufficiently well reflected in the action envisaged in document 31 C/5 Approved? What other measures should be adopted, in your opinion, to ensure the effective integration of these themes/strategies into the Organization's programmes?

Question 11

Did document 31 C/5 Approved reflect sufficiently other intersectoral activities and efforts?

Question 12

Do you support maintaining the inclusion in document 32 C/5 of projects pertaining to the two cross-cutting themes? Do you favour the renewed allocation of a specified amount for projects related to the two cross-cutting themes of document 31 C/4?

Response of Canada

While the contribution of each Major Programme to the achievement of the two cross-cutting themes is clearly identified at the end of each section of the 31 C/5 Approved, we find that the document lacks an overall, coherent presentation of the work of the Organization in the realization of the themes. This could be addressed in the 32 C/5 by having a specific section on the cross-cutting themes and by addressing them in a "cross-cutting" way, rather than emphasizing a vertical (sectoral) approach to horizontal issues. This would then provide a transversal programmatic, not a structural, approach in the 32 C/5.

We support the continuation of a specific financial allocation for projects related to cross-cutting themes, but we also favour greater transparency in the selection process for the projects that are funded through this mechanism. Information about the number and type of projects submitted – not just those that were approved - as well as the criteria used to select the successful projects would add greater openness to this process.

As is evident in several of our previous comments, we strongly support transdisciplinarity in the programme activities of UNESCO. In the 31 C/5, and in the questions as they are posed here, the emphasis is on projects, not programme activities, pertaining to the cross-cutting themes. This suggests that transdisciplinarity has been externally imposed or applied to these projects instead of being integrated into programme activities. Co-operation between and among sectors must therefore become part of the culture of UNESCO, not an activity that is pursued in the hope of additional programme funds. One way to address this would be to develop activities such as workshops or symposia that specifically address one of the cross-cutting themes, and to have each sector participate in the content development.

Finally, a distinction must be made between cross-cutting themes that are tools or the means to an end, and those that are ends in themselves. The "contribution of information and communication technologies" provides the tools to achieve the end – the construction of a knowledge society. The eradication of poverty, in contrast, is an end in itself. When developing cross-cutting themes this must be borne in mind to ensure that the strategic objectives are developed to achieve the desired results.

Paragraphs 10, 11 & 12 – Main functions of UNESCO

Question 13

Bearing in mind the necessity for streamlining and focusing efforts and resources on a limited number of objectives, would you favour the prioritization of such activities and contributions, and if yes, how would you propose to do it? Are there any other specific subjects/topics or issues which you believe the Organization should be addressing on a priority basis and which UNESCO would be best placed to explore?

Question 14

What new issues could be contemplated or reinforced in which UNESCO has a comparative advantage in the multilateral context and in which it could play a constructive role?

Question 15

Are there any activities, issues/themes which you consider should be dropped/abandoned in view of their limited impact or their marginal relevance for the Organization's mandate?

Response of Canada

Of all of the questions, these three are perhaps the most difficult to answer objectively. We believe that all respondents are in a position to identify "activities and contributions" that they would like to see either more strongly supported or "dropped/abandoned." If the decisions about what programmes to maintain are to be based on subjective responses and not evaluations of the programmes, it will be difficult to make decisions based on these responses. It is also not entirely clear what is meant by "activities and contributions" in this context.

While these questions do address priority-setting to focus on a limited number of objectives, they only partially address the proposals of the Director-General in document 160 EX/5, Part II, and the 31 C/4, paragraphs 32-37, that UNESCO's actions should be guided by the principles of concentration, flexibility, creativity and innovation, convergence and inter-disciplinary action, and co-operation and partnerships. The notion of UNESCO's comparative advantage is only present in the context of new initiatives, and we recommend that the prioritization of UNESCO's programme activities be based on the five principles identified above, combined with activities where UNESCO has a clear comparative advantage. Furthermore, we recommend that UNESCO not endanger its current strengths and successes such as the World Heritage Programme, Associated Schools and the Intergovernmental Oceanographic Commission in the belief that it is essential to identify new issues to be addressed on a priority basis.

Paragraph 13 – Mainstreaming

Question 16

Do you consider that the issues to be mainstreamed (as defined in document 31 C/4 – namely women, youth, LDCs and Africa), as well as the culture of peace, were sufficiently addressed in document 31 C/5 Approved? If not, what can be done to improve the situation/presentation?

Do you support the mainstreaming approach in general? How could this approach be more effectively applied?

Do you favour a more limited list of mainstreaming areas, and if so, what would be your preference?

Response of Canada

Canada strongly supports mainstreaming as an overall approach as well as maintaining the existing four groups and the culture of peace.

To be successful, however, mainstreaming must be more than a policy objective. Instead, it must be implemented as a systematic strategy where all major policies and programme activities are oriented toward the achievement of this objective. It is not sufficient, therefore, to provide a list of programme activities where priority groups have been mainstreamed but rather to work to eliminate barriers so that mainstreaming occurs automatically.

Paragraph 14 – Regional and Sub-regional Strategies

Question 17

Are you satisfied with the present programming sequence, starting with regional consultations, the subsequent elaboration and approval of a global C/5 document and the ultimate formulation and work plans for programme implementation? What improvements, if any, would you suggest to this process?

Response of Canada

Paragraph 14 and the questions that follow it address two different subjects: the preparation of regional and sub-regional strategies in the framework of the Medium-Term Strategy, and the preparation of the Programme and Budget. As the Regional Strategy for the Europe Region is still being revised, we are not in a position to provide comments until the document is complete.

Overall, Canada is satisfied with the present programming sequence for the C/5, as long as the deadlines and timeframes are respected. It is obviously problematic when changes are made to the sequence or timetable, or when consultations on the draft C/5 are initiated before the current C/5 Approved is available. Shorter, more focused documents would facilitate the meeting of deadlines and permit a greater understanding of the programme implementation process.

The importance of consultation with both Member States and National Commissions cannot be over-emphasized. Virtual consultations and/or meetings have their place and are useful under some circumstances, but the importance of face-to-face interaction and the dialogue that ensues about Programme issues should not and cannot be replaced. The periodicity of meetings should be reviewed, however, and some existing consultations could be combined to improve operational efficiency and reduce costs.

Paragraph 15 – Decentralization of Programme Resources

Question 18

Do you consider the decentralization rates for programme resources in document 31 C/5 Approved sufficient? Should there be a minimum rate of decentralization for each sector/major programme (e.g. 40%? 50%? more?), bearing in mind available human resources capacity and delivery capacity?

Response of Canada

As drafted, this section of the document raises questions about the 31 C/5 Approved by the 31st General Conference, and does not address what might be appropriate for the draft 32 C/5. It is also not clear what is meant by “programme resources” – does this include both human and financial resources?

Nonetheless, it is recommended that the approach to decentralization be flexible and not be subjected to formulaic rigidity. Circumstances between programmes may well be different within any biennium and will most certainly change over time. The rate of decentralization should therefore reflect the priorities and modalities of implementing programme activities in each sector/major programme area.

Paragraph 16 – Decentralization and Cluster Offices

Question 19

Do you have any comments or suggestions on the staffing and provisions for programme activities for cluster and national offices and regional bureaux?

Response of Canada

The staffing and provisions for programme activities for cluster and national offices and regional bureaux are administrative decisions that are within the purview of the Director-General. We are curious, however, why this question only relates to *bureaux hors siège* and not Headquarters as well.

Paragraph 17 – National Commissions

Question 20

What measures or new initiatives could be adopted to ensure an effective interaction between National Commissions and the Secretariat, in particular cluster and national offices and regional bureaux, and help increase the impact and visibility of the Organization's action at regional/country level?

Response of Canada

The role of National Commissions and co-ordination of their activities with those of Field Offices was debated most recently during the 164th session of the Executive Board (see EX 164/39 and EX 164/51) and the Board's decision appears in Decision 7.2. Canada supports this decision of the Executive Board.

Paragraphs 18 and 19 – Partnerships and Extrabudgetary Contributions

Question 21

What further steps should be taken to better reflect in future programming the link and complementarity between regular programme and extrabudgetary activities?

Question 22

Should the proposed context map be developed at the level of the major programme? Or at programme or subprogramme level? Should it also be developed for and integrated into regional and subregional strategies and programmes?

Response of Canada

We note that these questions relate only to paragraph 19 and extra-budgetary contributions, and that no direct input has been requested with respect to paragraph 18. As the co-ordination of partnerships within Member States is the responsibility of the National Commission, we also wish to comment on paragraph 18.

With respect to paragraph 18, we agree that “partnerships, alliances and other co-operative mechanisms... are powerful instruments for ensuring a coherent and co-ordinated response to [those] needs.” We therefore encourage UNESCO to give active consideration to developing **more** partnerships with and through National Commissions. As has often been noted, National Commissions constitute one of the major comparative advantages of UNESCO and can play an active “upstream” role in identifying partners.

In response to Question 21, extra-budgetary funds are, by definition, outside the regular programme and budget and, in most cases, cannot be relied upon on an ongoing basis. In its present format the C/5 clearly reflects the balance between funds from the regular budget and anticipated/required extra-budgetary funds for each Major Line of Action. We support the continuation of this approach, but would also recommend that an appendix be added to the 32 C/5 which provides a narrative explanation of the extra-budgetary strategy for the biennium, potential contributors and anticipated projects, as well as basic statistical information about expected revenue.

III - STRUCTURE AND PRESENTATION OF DOCUMENT 32 C/5

Paragraph 20 – Expected Results

Question 23

Are you satisfied with the presentation and formulation of the revised expected results at the Main Line of Action level as they appear in the Approved Programme and Budget for 2002-2003 (31 C/5 Approved)? Are there areas for improvement? Where and how?

Question 24

Do you, in general, consider the structure of document 31 C/5 – i.e. five major programmes, with one principal priority and other priorities as well as assigned cross-cutting projects – satisfactory? Would you propose structural changes in general or pertaining to major programme presentation, and if so, which?

Question 25

Would you like to see a more explicit designation and presentation of flagship projects in document 32 C/5?

Response of Canada

Canada applauds UNESCO for the progress it has made in results-based management. Further work needs to be done, however, as there is still a tendency to report quantitative “outputs” rather than qualitative results. Many of the expected results contained in the 31 C/5 Approved are generic and vague, and measuring real results will therefore be difficult. It is recommended that the 32 C/5 include performance indicators, possibly with a critical path, as a means of facilitating the measurement and evaluation of expected results.

As with several previous questions, Question 24 relates exclusively to the 31 C/5 that has already been approved and is not subject to revision. We support the overall format and structure of the 31 C/5, but for the 32 C/5 would prefer a more integrated approach to the cross-cutting themes (see the Response of Canada to Questions 10, 11, and 12 above).

We note that the Intergovernmental Oceanographic Commission and the World Heritage Programme are identified as “flagship programmes” in the 31 C/4 Approved, but that this distinction is not mentioned in the 31 C/5 Approved. It seems appropriate that there should be some mention of this status in the Programme and Budget as well.

Notwithstanding the above comment, we find “flagship programme” is becoming over-used in UNESCO documents, and caution against identifying multiple “flagship” programmes. The nautical definition of a flagship is “the ship with the admiral on board” and as such there is only one flagship in a fleet. More explicit designation – or criteria for designation – could be used in the 32 C/5, but we are not in favour of multiple “flagship” programmes. We definitely do not support “flagship projects” (as is asked in the question) as this further dilutes this designation.

Paragraph 21 – New Tools for Informed Decision-Making

Question 26

Are evaluations referred to in the programme and budget sufficiently related to past results?
What can be done better in the future?

Response of Canada

As in our response to Questions 23, 24 and 25, we find many of the proposed evaluation criteria in the Evaluation Plan for 2002-2003 too generic. Again, we also believe that the emphasis in the evaluation should be placed on the quality of the results. It would also be interesting to include a section in the C/3 on “Unexpected Results” and lessons learned that could then be reflected in the development of future C/5’s.

In the future, we would also like to have ready access to evaluation results and recommend that they be placed in SISTER where they would be available to everyone with access to this system. We would also like to request that access to SISTER and to the UNESCO Intranet be extended to National Commissions to ensure that they have access to all available information. This, in turn, would facilitate informed decision-making and contribute to the efficiency of National Commissions in the implementation of UNESCO programmes.

Paragraph 22 – Presentation of the Programme and Budget

Question 27

Do you have any suggestion as to the presentation of the programme and budget? Further, do you have suggestions concerning the content and presentation of technical details in documents 31 C/5 (Draft) and 31 C/5 Approved?

Question 28

Does document 31 C/5, in general, contain too much/too little information? About right? What should be added/cut/dropped?

Response of Canada

We note that these questions are limited to the presentation of the information, and not to the quality of the information, or whether it meets the needs of Member States. The factual information contained in the 31 C/5 is "about right," but as noted several times previously, a greater emphasis on qualitative information is required.

We believe that the present format of the C/5 reflects the reform process underway at UNESCO, and that the format will therefore be subject to modification as further reforms are implemented. We therefore support the current presentation on the understanding that it is still a work in progress and one that will never be completed.

Nonetheless, we find the format of the Technical Details is still rather "heavy" and that the readability could be improved. We support the continuation of the presentation of the information in the sections on the Major Programmes of "Background; Strategy; Results Expected."

IV. ADJUSTMENTS IN MEDIUM-TERM PROGRAMMING

Paragraph 23 – Adjustments to the Medium-Term Strategy

Question 29

Drawing on your above observations, do you consider that (some of) the proposals made could or should lead to major shift in emphasis in one or more of the strategic objectives or approaches formulated in document 31 C/4 and by implication for document 32 C/5? If so, what would be these modifications? In what domain(s)?

Response of Canada

Canada strongly supports flexibility in the C/4 and the ability to make changes to strategic objectives in response to changing international circumstances. No matter how insightful or forward-looking an organization is, it is impossible to establish – or even contemplate successfully achieving - rigid goals for a six-year planning period.

It is understood that the adoption of a rolling-strategy (not a rolling “plan”) means that an additional two years will be added to the strategy each time a change is made, and that this is necessary to maintain the six year timeframe for the achievement of overall objectives. We believe that this will contribute to both continuity and the relevance of the work of UNESCO. It should not be forgotten, however, that the adjustments to the Programme and Budget made by the General Conference every two years already constitute a type of rolling strategy approach.

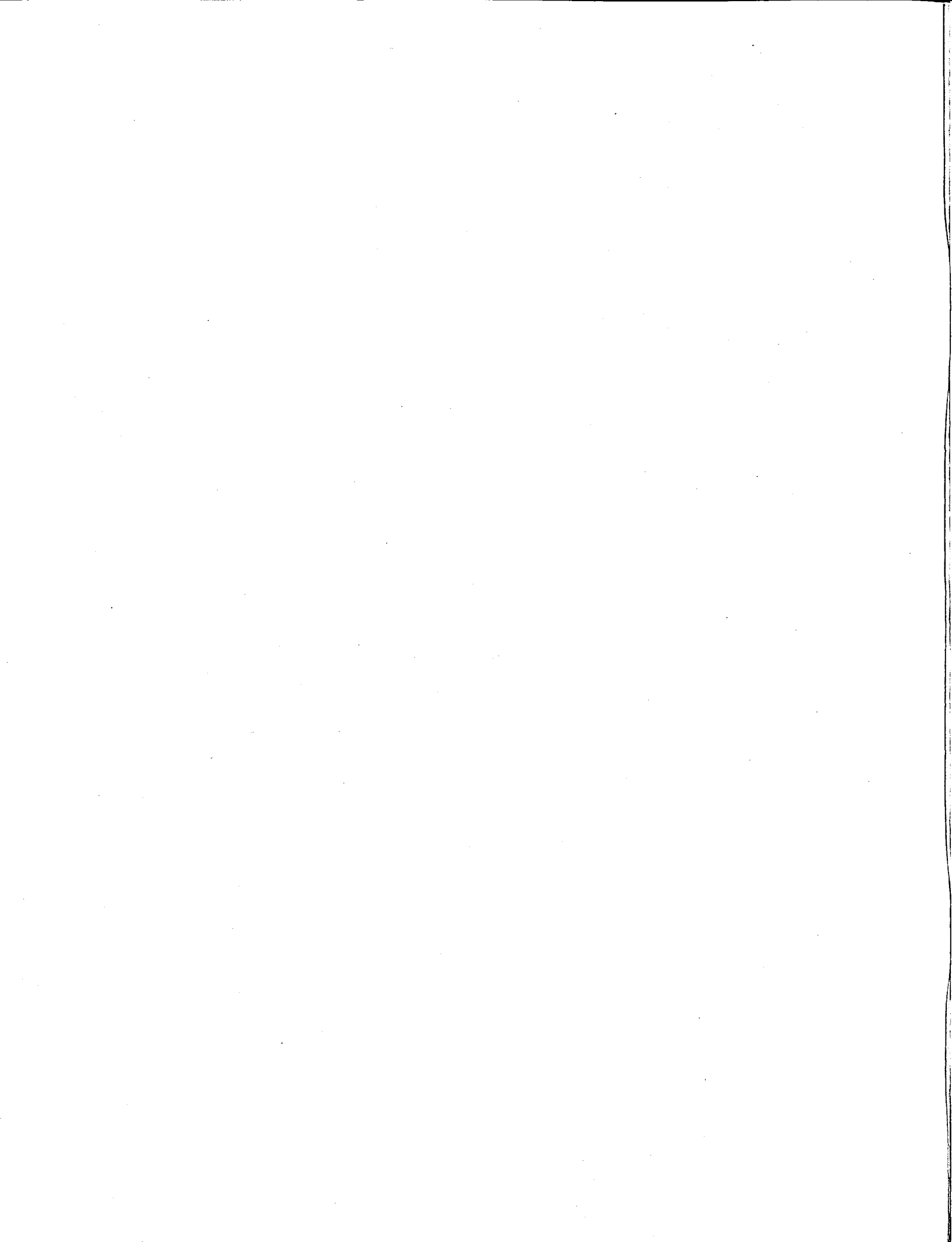
CONCLUSION

UNESCO's mandate, and the adoption of the unifying theme of *Contributing to peace and human development in an era of globalization through education, the sciences, culture and communication*, ideally situates it to address the challenges presented in today's – and tomorrow's – world.

These challenges will be further defined, and solutions proffered, through the World Summit on Sustainable Development in 2002, and the World Summit on the Information Society in 2003 and 2005. As we have already seen in the preparatory process, the outcomes of these Summits will be both influenced by, and in some cases become the responsibility of, non-governmental organizations and civil society. This, in turn, will lead to new ways of working within Member States and multi-laterally.

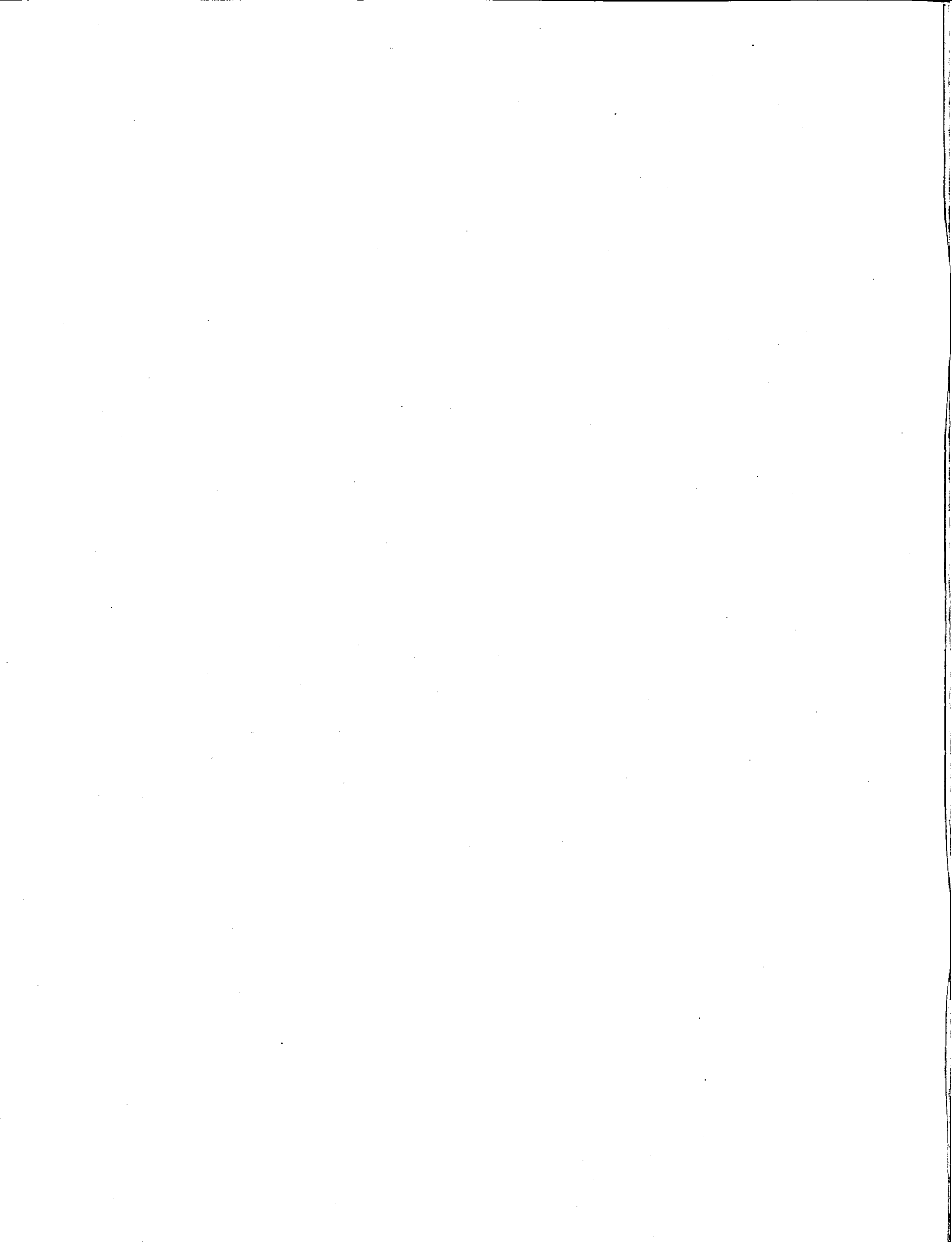
To this end, the preparation of the biennial *Programme and Budget* has become even more important, and must situate UNESCO so that it remains forward-looking, has a clear sense of its priorities, and the strategies and organizational flexibility necessary to convert challenges into opportunities.

Canada is proud to play an active role in this process.



ANNEX I

**UNESCO QUESTIONNAIRE ON THE DRAFT PROGRAMME AND BUDGET
FOR 2004-2005 (DRAFT 32 C/5), MARCH 2002**





**United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization**

**QUESTIONNAIRE ON
THE DRAFT PROGRAMME AND BUDGET
FOR 2004-2005 (32 C/5)**

This questionnaire has been designed to solicit comments and proposals from Member States and Associate Members, together with intergovernmental organizations (IGOs) and international non-governmental organizations (NGOs) on key principles, priorities and core issues which should guide the preparation of the Draft Programme and Budget for 2004-2005 (32 C/5)

INTRODUCTION

1. At its 31st session, the General Conference approved the Medium-Term Strategy for the period 2002-2007 (31 C/4) which sets out the main strategic thrusts for UNESCO's action over the next six years, as well as the Programme and Budget for 2002-2003 (31 C/5) which corresponds to its first implementation phase.

2. Built around a single unifying theme: **Contributing to peace and human development in an era of globalization through education, the sciences, culture and communication**, the Medium-Term Strategy defines a limited number of strategic objectives – a total of 12 for the entire Organization and three for each of UNESCO's four main domains. These strategic objectives are complemented by two cross-cutting themes: the **Eradication of poverty, especially extreme poverty**, and **The contribution of information and communication technologies to education, science and culture, and the construction of knowledge societies** which are intrinsic to all programmes, and constitute an entry point to foster intersectorality in UNESCO's action, both at Headquarters and in the Field.

3. The Approved Medium-Term Strategy for 2002-2007 (31 C/4) and Programme and Budget for 2002-2003 (31 C/5 Approved) represent the programmatic pillars of the reform of the Organization. In the two documents, the **strategic objectives** are translated into clearly defined **outcomes and expected results**, thereby making a major breakthrough towards the introduction and application of results-based programming and budgeting, management and monitoring. Another new feature for UNESCO, in the context of the Medium-Term Strategy, is the development of **specific regional and subregional strategies** for the period covered by document 31 C/4, to be agreed upon by the stakeholders subsequent to the adoption of document 31 C/4 by the General Conference.

I. OVERALL ISSUES

4. Documents 31 C/4 and 31 C/5 together constitute the **conceptual framework for UNESCO's action**, proposing strategies, orientations, programmes and activities that will allow the Organization to achieve its mission with the greatest efficiency possible. Many hard choices had to be made, especially in terms of streamlining the planning process, setting clear and a limited number of programme priorities and determining strategic windows for today's UNESCO. Much has been accomplished, but there remains sufficient scope for further improvements. The preparation of the next Programme and Budget (32 C/5) provides an opportunity to make an early assessment of the adjustments and reforms already introduced in the programming process and to proffer further improvements. Overall, all modifications should be geared to the Organization's effectiveness, enhance its relevance for Member States and communities and increase its accountability and transparency.

5. The Programme and Budget for 2002-2003 was drawn up – for the third time in succession – on the basis of zero-nominal growth pegged at some US \$544 million for the biennium. Zero-nominal growth, which in reality represents a reduction of 4.2% in resources, imposes serious constraints on the Organization at a time when reform efforts would necessitate additional resources.

What would you recommend should be the overall growth of the budget for 2004-2005?

- (a) zero-nominal (i.e. \$544 million as for the last three biennia – a decrease in purchasing power)*
- (b) zero-real (i.e. \$544 million + recosting + anticipated cost increases – neither an increase nor a decrease in purchasing power)*
- (c) real growth? By how many percentage points? (i.e. \$544 million + growth + recosting + anticipated cost increase – an increase in purchasing power)*

Do you consider it necessary to improve the structure and presentation of the budget? If yes, how could that be accomplished?

6. In the programming process, the General Conference and the Executive Board have requested that particular attention should be given to the need to articulate and reflect clearly the link between the themes and strategic objectives in the C/4 document and the activities proposed in the C/5 document. As document 32 C/5 will represent the second phase of document 31 C/4 Approved, this requirement will need to be borne in mind.

Was the overall theme of document 31 C/4 Approved sufficiently reflected in document 31 C/5 Approved? If not, what could be done to enhance the relationship in future?

Was there sufficient relationship in document 31 C/5 Approved to the strategic objectives and sub-objectives of document 31 C/4 Approved? If not, how can it be improved for document 32 C/5?

II. DEFINING PROGRAMMING PRINCIPLES AND SETTING PROGRAMME PRIORITIES

7. To achieve a greater impact, each of the five major programmes in document 31 C/5 Approved – namely, education, natural sciences, social and human sciences, culture, communication and information – concentrates on one principal priority – each of which was allotted increased budgetary resources over document 30 C/5 Approved – and typically three other priorities which provided a better aggregation of other sectoral activities. In document 31 C/5 Approved the principal priorities corresponding to each major programme are: basic education for all; water resources and related ecosystems; ethics of science and technology; cultural diversity and pluralism; promoting access to information, especially in the public domain.

Are you in favour of selecting again in document 32 C/5 one principal priority and a limited number of other priorities for each major programme?

How should the principal priorities in document 32 C/5 be strengthened in terms of resource increase?

Regarding the selection of the principal priorities for each major programme, do you:

- (a) favour the retention of the same principal priorities as in document 31 C/5 Approved?*
- (b) prefer the designation of new principal priorities? If so, which ones?*

What further comment or possible suggestion would you like to make on the content, the main orientations or on the way these priorities should be selected, articulated and dealt with in the future?

8. By major programme, the other priorities include:

- Major Programme I: educating for a culture of peace, science and technology education, technical and vocational education and higher education;
- Major Programme II: science and technology capacity-building, improving scientific basis for environment protection and sustainable use of natural resources; promoting sustainable development in coastal zones and small islands;
- Major Programme III: human rights; social transformations and future-oriented activities;
- Major Programme IV: reinforcing normative action in the field of culture and strengthening links between culture and development;
- Major Programme V: promoting freedom of expression and freedom of the press and helping to reinforce communication capacities.

Should those priorities be maintained in document 32 C/5? If not, what other priorities should, in your view, be considered? Would you favour a different clustering and designation of the other priorities? And if so, which one?

9. To enhance **interdisciplinary and multidisciplinary action**, \$12 million have been allocated in document 31 C/5 for projects related to the two cross-cutting themes identified in the Medium-Term Strategy. The selection of these cross-cutting projects, each involving three or more sectors/offices, was the result of an unprecedented competitive process carried out both at Headquarters and in the Field, and involving a great number of partners at national, regional and international levels. To be sure, the 34 cross-cutting projects contained in the Approved Programme and Budget for 2002-2003 (21 concerning poverty eradication and 13 related to the contribution of ICTs to the construction of knowledge societies) do not represent the full range of activities undertaken by the Organization in relation to these two cross-cutting themes. Rather, they are meant to be indicative to highlight what action could be undertaken in the various spheres through UNESCO's competences, which would need to be complemented by other intersectoral action. Overall, **intersectorality** is meant to demonstrate that UNESCO can provide a coordinated response and take advantage of synergies among its five sectors based on an interdisciplinary and holistic approach.

Are the strategies for the two cross-cutting themes sufficiently well reflected in the action envisaged in document 31 C/5 Approved? What other measures should be adopted, in your opinion, to ensure the effective integration of these themes/strategies into the Organization's programmes?

Did document 31 C/5 Approved reflect sufficiently other intersectoral activities and efforts?

Do you support maintaining the inclusion in document 32 C/5 of projects pertaining to the two cross-cutting themes? Do you favour the renewed allocation of a specified amount for projects related to the two cross-cutting themes of document 31 C/4?

10. The Medium-Term Strategy identifies five **main functions** corresponding to UNESCO's role as the international lead agency for education, sciences, culture and communication: a **laboratory of ideas**; a **standard-setter**; a **clearing house**; a **capacity-builder in Member States**; and a **catalyst for international cooperation**. Through these complementary functions, and within the full range of its programmes, the Organization has been addressing a number of topical issues which have contributed to enhance its role on the international scene.

11. With the adoption by the 31st session of the General Conference of the Universal Declaration on Cultural Diversity and approval of the two strategies regarding poverty eradication, and the contribution of ICTs in the construction of knowledge societies, the Organization is now well positioned to respond, through its specific fields of competence, to the attainment of the international development goals (IDGs) set by the United Nations Millennium Summit in 2000 and chosen by the Chief Executive Board (CEB – formerly ACC) as the principal focus for future inter-agency cooperation and action in the United Nations system.

12. New tasks and challenges ahead include the preparation of and follow-up to the World Summit on Sustainable Development (Johannesburg, 2002) and of the World Summit on the Information Society (Geneva, 2003; and Tunis, 2005); the preparation and implementation of national EFA plans and overall coordination of the EFA initiative, to which UNESCO is expected to make a substantive contribution. Further work is also planned in the field of standard-setting concerning underwater heritage, intangible heritage, bioethics and the promotion and use of multilingualism and universal access to cyberspace and mainstreaming of human rights in UNESCO's programmes as a follow-up to the World Conference against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance (Durban, 2001).

Bearing in mind the necessity for streamlining and focusing efforts and resources on a limited number of objectives, would you favour the prioritization of such activities and contributions, and if yes, how would you propose to do it? Are there any other specific subjects/topics or issues which you believe the Organization should be addressing on a priority basis and which UNESCO would be best placed to explore?

What new issues could be contemplated or reinforced in which UNESCO has a comparative advantage in the multilateral context and in which it could play a constructive role?

Are there any activities, issues/themes which you consider should be dropped/abandoned in view of their limited impact or their marginal relevance for the Organization's mandate?

13. Beginning with document 31 C/4, a new approach has been introduced, abandoning the concept of priority themes and groups and replacing it with the **mainstreaming** approach. Accordingly, the needs of Africa, the least developed countries (LDCs), women and youth are now to be mainstreamed throughout all programmes in the C/5 documents, throughout the period 2002-2007. This implies that the demands emanating from these groups must be addressed by all sectors in all their programmes. In addition, throughout all UNESCO's efforts, there will be a special focus on the needs of **disadvantaged and excluded groups** and the most vulnerable segments of society. Likewise, the Organization is committed to promote a culture of peace, especially in the context of its role as lead agency for the International Decade for a Culture of Peace and Non-Violence for Children of the World (2001-2010) and in the follow-up to 31 C/Resolution 39 of the General Conference.

Do you consider that the issues to be mainstreamed (as defined in document 31 C/4 – namely women, youth, LDCs and Africa), as well as the culture of peace, were sufficiently addressed in document 31 C/5 Approved? If not, what can be done to improve the situation/presentation?

Do you support the mainstreaming approach in general? How could this approach be more effectively applied?

Do you favour a more limited list of mainstreaming areas, and if so, what would be your preference?

14. For the first time in the context of a Medium-Term Strategy framework, regional and subregional strategies are being formulated. Building upon ongoing regional integration processes and priorities, they aim at adapting UNESCO's global strategies to local features, conditions and initiatives. These regional strategies also serve as a framework for the elaboration by the cluster offices, regional bureaux and national offices of the biennial work plans, which outline activities to be carried out in the respective regions and subregions, in the context of the Approved Programme and Budget, largely funded through decentralization of resources from the major programmes.

Are you satisfied with the present programming sequence, starting with regional consultations, the subsequent elaboration and approval of a global C/5 document and the ultimate formulation and work plans for programme implementation? What improvements, if any, would you suggest to this process?

15. Document 31 C/5 Approved envisages substantial decentralization of programme funds of up to 67% in some programme areas. The actual rate varies from one sector/major programme to another, depending upon the content, nature and type of activities envisaged, and also the staffing situation and delivery capacity in field offices. At present, the stipulated rates of decentralization by sector/major programme are as follows: Major Programme I: 62.2%; Major Programme II: 36.5%; Major Programme III: 36.3%; Major Programme IV: 39.9%; and Major Programme V: 41.9%.

Do you consider the decentralization rates for programme resources in document 31 C/5 Approved sufficient? Should there be a minimum rate of decentralization for each sector/major programme (e.g. 40%? 50%? more?), bearing in mind available human resources capacity and delivery capacity?

16. The implementation of the new decentralization policy, with cluster (and national) offices henceforth being the principal platform for programme delivery, aims at bringing UNESCO's action at the country and regional levels closer to the Member States and their needs. The new field network structure will strive to increase the overall impact and relevance of the Organization's activities.

Do you have any comments or suggestions on the staffing and provisions for programme activities for cluster and national offices and regional bureaux?

17. The **National Commissions** as a constituent element of UNESCO have a critical role to play in the conceptualization, implementation and delivery of UNESCO's programmes. Efforts will continue to enable them to fully discharge their role as bodies for consultation, liaison, information, evaluation and programme execution, while expanding their field of action to include the search for funding and the mobilization of new partnerships.

What measures or new initiatives could be adopted to ensure an effective interaction between National Commissions and the Secretariat, in particular cluster and national offices and regional bureaux, and help increase the impact and visibility of the Organization's action at regional/country level?

18. Given the magnitude of needs and expectations to be addressed, **partnerships, alliances** and other cooperative mechanisms with other **intergovernmental organizations, non-governmental organizations, actors of civil society and the private sector**, are powerful instruments for ensuring a coherent and coordinated response to those needs, based on a more effective distribution of labour, experience and resources. The Organization will continue to cooperate and coordinate its activities with other members of the **United Nations system**, thus contributing to its strengthening, through complementary interventions, especially as regards the pursuit of MDGs. At the country level, focus will be on joint programming of development cooperation in the context of the **Common Country Assessment (CCA)** and **United Nations Development Assistance Framework (UNDAF)** instruments; the **World Bank/IMF Comprehensive Development Framework (CDF)** and **Poverty Reduction Strategy Papers (PRSP)** instruments. UNESCO will also support efforts aimed at involving major bilateral donors in joint programming at the country level.

19. **Extrabudgetary contributions** – from the **United Nations bilateral donors, multilateral development banks, foundations and other civil society actors and the private sector** – will continue to be a major source of support enabling UNESCO to achieve its objectives and accomplish the necessary outreach and impact, especially at the regional and country levels. A key requirement will be an increased harmonization between the strategic objective of document 31 C/5 Approved, the priorities of the regular programme and budget and the activities proposed for extrabudgetary funding. The mandated **context map** will in future Programme and Budget documents identify more explicitly the partners to be associated and their respective roles and contribution.

What further steps should be taken to better reflect in future programming the link and complementarity between regular programme and extrabudgetary activities?

Should the proposed context map be developed at the level of the major programme? Or at programme or subprogramme level? Should it also be developed for and integrated into regional and subregional strategies and programmes?

III. STRUCTURE AND PRESENTATION OF DOCUMENT 32 C/5

20. After the General Conference, considerable efforts have been made by the Secretariat to revisit the formulation of the expected results included in draft document 31 C/5, aligning them better with the strategies, priorities and planned activities.

Are you satisfied with the presentation and formulation of the revised expected results at the Main Line of Action level as they appear in the Approved Programme and Budget for 2002-2003 (31 C/5 Approved)? Are there areas for improvement? Where and how?

Do you, in general, consider the structure of document 31 C/5 – i.e. five major programmes, with one principal priority and other priorities as well as assigned cross-cutting projects – satisfactory? Would you propose structural changes in general or pertaining to major programme presentation, and if so, which?

Would you like to see a more explicit designation and presentation of flagship projects in document 32 C/5?

21. The application of results-based programming and budgeting, management and monitoring calls for new methodological tools; allowing both more flexibility in the choice of modalities and forms of actions and a greater precision in the definition and assessment of results. In this context, the new format and calendar of preparation of the C/3 document (Report of the Director-General on the activities of the Organization) should allow the governing bodies to have at their disposal, at an earlier time than hitherto, the necessary elements of assessment to facilitate informed decision-making. The progressive development and refinement of SISTER comprising information on regular and extrabudgetary programme resources – which will soon be accessible at the Main Line of Action level to National Commissions and Member States – also constitute an important step in enhancing a transparent implementation and monitoring of the programme.

Are evaluations referred to in the programme and budget sufficiently related to past results? What can be done better in the future?

22. In its current form, the C/5 document is presented in three sections: the first one includes for each major programme and cross-cutting project strategies, expected results and resources earmarked, as well as details of administrative and support services, submitted for decision to the General Conference; the second section contains the appendices, which provide budgetary details in summary form; the third provides, for information, technical details on possible ways and means of implementing the activities envisaged in this context.

Do you have any suggestion as to the presentation of the programme and budget? Further, do you have suggestions concerning the content and presentation of technical details in documents 31 C/5 (Draft) and 31 C/5 Approved?

Does document 31 C/5, in general, contain too much/too little information? About right? What should be added/cut/dropped?

IV. Adjustments in medium-term programming

23. The Medium-Term Strategy has been conceived as a rolling strategy, capable of revision by the General Conference, if so required, so as to reflect:

- major developments in the international and regional contexts pertaining to UNESCO's fields of competence;
- input obtained through consultation and in-country assessments undertaken by clusters and field offices in the context of the decentralization process;
- the results achieved and outcomes of the Organization's action, also drawing on the findings of evaluations; and
- the emergence of critical issues on factors that could significantly influence the attainment of the expected outcomes.

Drawing on your above observations, do you consider that (some of) the proposals made could or should lead to major shift in emphasis in one or more of the strategic objectives or approaches formulated in document 31 C/4 and by implication for document 32 C/5? If so, what would be these modifications? In what domain(s)?